



Message 2018-DEE-47

14 janvier 2020

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2020–2023

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif au crédit d'engagement NPR pour la période 2020–2023, tel que prévu par l'article 25a de la loi sur la promotion économique [LPEC; RSF 900.1].

Le présent message est établi selon le plan suivant:

1. Introduction et cadre général	1
2. Programme NPR pluriannuel 2016–2023 de la Confédération	2
2.1. Objectifs et tâches	2
2.2. Priorités du programme 2016–2023 de la Confédération	2
3. Bilan de la première phase de la seconde période pour le canton de Fribourg	3
3.1. Mise en œuvre de la stratégie cantonale 2016–2019	3
3.2. Stratégie intercantonale et stratégie transfrontalière	5
3.3. Collaboration avec les régions et mise en réseau des acteurs	5
3.4. Nombre de projets réalisés	5
3.5. Utilisation globale du crédit d'engagement	6
3.6. Analyse critique de la période 2016–2019	6
4. Programme de mise en œuvre (PMO) 2020–2023	7
4.1. La stratégie cantonale	7
4.2. Le programme RIS-SO de la Conférence des Chefs de Département de l'Economie publique de Suisse occidentale	9
4.3. Programme pour les régions de montagne	10
4.4. Périmètre d'application	11
4.5. Eligibilité des projets	11
4.6. Suivi et évaluation des projets	11
5. Engagement financier de l'Etat	11
5.1. Comparaison 2016–2019/2020–2023	11
5.2. Aperçu global	11
5.3. Engagement financier en faveur de la stratégie cantonale du PMO 2020–2023	12
5.4. Financement de l'engagement cantonal pour le PMO 2020–2023	13
6. Conclusion	13

1. Introduction et cadre général

Selon l'article 25a LPEC le total des contributions financières prévues par la législation fédérale sur la politique régionale, dévolue à la Direction de l'économie et de l'emploi, doit être arrêté par voie de décret pour une période maximale de cinq ans.

Le canton de Fribourg a présenté à la Confédération son programme cantonal pluriannuel de mise en œuvre pour la période 2020–2023. Il convient dès lors de faire coïncider la durée du crédit d'engagement prévu par la LPEC à une période identique, à savoir les années 2020–2023, tout en autorisant le Conseil d'Etat à prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

La loi fédérale sur la politique régionale (RS 901.0) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Le programme pluriannuel de la Confédération (PPA1) de la Nouvelle Politique Régionale (NPR) s'étendait sur 8 ans de 2008 à 2015.

Le deuxième programme pluriannuel de la Confédération (PPA2) de la NPR s'étend sur une durée de 8 ans (2016–2023) et est structuré en deux phases, de 2016 à 2019 et de 2020 à 2023.

L'objet du présent décret est de doter la deuxième phase (2020–2023) des moyens nécessaires à sa mise en œuvre, à savoir d'un nouveau programme pluriannuel cantonal et d'un crédit d'engagement correspondant.

Le programme gouvernemental du Conseil d'Etat pour la législature 2017–2021 a mis en exergue une focalisation sur l'agroalimentaire et la construction. Tous deux sont des secteurs industriels clefs des domaines d'activités primaires et secondaires du canton de Fribourg.

D'un point de vue stratégique, la Promotion économique va, au cours de cette nouvelle période NPR, et à travers les instruments mis à disposition par la NPR, continuer à dynamiser ces deux piliers importants. Mais, elle va également chercher à développer des nouveaux secteurs porteurs, qui permettront de créer de l'emploi et assurer une croissance durable du produit intérieur brut (PIB) par équivalent plein-temps (EPT).

Avec la définition de trois axes stratégiques industriels, à savoir:

- > l'agroalimentaire et la bioéconomie,
- > l'ancrage numérique,
- > le Smart Territory,

la NPR se concentre sur des thèmes qui précisément permettent cette dynamisation, et avec l'aide de technologies novatrices d'avoir une approche transversale du développement territorial.

La promotion économique fribourgeoise dispose également d'une expertise pointue et reconnue à l'échelon national dans le montage et la mise en œuvre de projets collaboratifs. A travers ce type de projets, le canton de Fribourg a les moyens de donner des impulsions et fédérer les acteurs économiques, académiques et institutionnels. Il est aussi nécessaire de rappeler qu'avec les différents clusters et centres de compétences, le canton s'est progressivement doté de partenaires de choix. Ceci est complété par une excellente collaboration entre HES-SO/Fribourg, qui est rattachée administrativement à la Direction de l'économie et de l'emploi, et de nombreuses PME ou grandes entreprises.

Sur le plan touristique, l'objectif est de promouvoir des destinations compétitives à travers un changement structurel favorisant:

- > le développement des infrastructures,
- > la simplification des instances touristiques,
- > et la valorisation des atouts du tourisme fribourgeois.

La NPR contribue ainsi au développement et rayonnement de nos PME, nos centres de compétences et participe à l'essor du tourisme. En outre, cette politique permet de consolider la longueur d'avance dont le canton de Fribourg dispose dans l'agroalimentaire et la construction et d'investir dans des secteurs émergents prometteurs.

En conclusion, la NPR est un outil d'amélioration de la compétitivité qui peut parfaitement dynamiser, inspirer le changement, mettre en réseau et développer le territoire cantonal de manière collaborative et durable.

2. Programme NPR pluriannuel 2016–2023 de la Confédération

2.1. Objectifs et tâches

La NPR a pour but d'améliorer la compétitivité des régions de montagne, des zones rurales et des régions frontalières en vue de créer et de maintenir des emplois. Pour ce faire, elle encourage l'entrepreneuriat, stimule l'innovation et soutient la création de valeur ajoutée. On entend par «région» des territoires dépassant les frontières communales, cantonales ou nationales.

2.2. Priorités du programme 2016–2023 de la Confédération

Le contenu du programme pluriannuel de la Confédération 2016 à 2023 (PPA2) prend tout d'abord en considération les expériences tirées de la période 2008 à 2015 et les évolutions politiques et économiques de ces dernières années. Ci-dessous, se trouve l'essentiel des priorités.

2.2.1. Le principe de «base d'exportation»

La NPR vise une croissance fondée sur l'innovation et la productivité. La clé de la NPR en tant que politique structurelle régionale réside dans le développement et la préservation de parts de marché dans des marchés en expansion situés en dehors des régions.

La promotion de l'innovation doit, quant à elle, apporter les gains de productivité souhaités et essentiels afin de parer de manière efficace aux effets négatifs du franc fort.

2.2.2. Industrie

Malgré les risques de désindustrialisation de l'économie suisse, le secteur industriel reste l'un des principaux moteurs économiques des régions éligibles dans le cadre de la NPR, raison pour laquelle il demeurera un domaine d'encouragement prioritaire dans le PPA2. La NPR peut soutenir des

projets à travers un transfert de savoir et de promotion de l'innovation, un encouragement de la qualification de la main-d'œuvre, un développement des coopérations interentreprises, une prolongation des chaînes de valeur ajoutée, ainsi qu'une préservation et concrétisation des infrastructures génératrices de valeur ajoutée. Elle complète, à titre subsidiaire, des initiatives lancées par les PME elles-mêmes et améliore la compétitivité des régions.

2.2.3. Tourisme

La priorité accordée au tourisme se justifie du fait de son importance économique (actuellement elle se situe à pratiquement 1 milliard) et des défis grandissants auxquels la branche est confrontée. En effet, le CE, pour répondre à la question globale des postulants Nadine Gobet et Yvan Hunziker (postulat 2013-GC-79), avait chargé l'Union fribourgeoise du Tourisme de coordonner une étude portant sur l'analyse des infrastructures existantes, la définition des axes stratégiques régionaux, ainsi que l'identification des projets de pérennisation et de développement futur du tourisme. Au terme de cette étude, le rapport avait conclu que les chances de réaliser les objectifs de la Vision 2030 (soit 2 milliards de francs de contribution économique totale annuelle du tourisme fribourgeois) d'ici son échéance à 15 ans restaient intactes, pour autant que les conditions-cadres nécessaires à ce développement touristique soient garanties et que les instances politiques cantonales, régionales et locales s'engagent à mettre les moyens à disposition pour soutenir financièrement les projets prioritaires.

Les moyens de la NPR encouragent des prestataires ayant un positionnement stratégique et des destinations présentant des caractéristiques en phase avec le marché, qui créent des offres novatrices et génératrices de valeur ajoutée et répondent de manière systématique aux besoins de la clientèle. La modernisation du secteur de l'hébergement, le renforcement et le développement de la qualité et des produits, ainsi que l'optimisation des structures sont les axes stratégiques soutenus dans le cadre de la NPR.

3. Bilan de la première phase de la seconde période pour le canton de Fribourg

3.1. Mise en œuvre de la stratégie cantonale 2016–2019

Au même titre que la phase 2012–2015, les budgets ont été pour l'essentiel complètement engagés, ce qui démontre que la NPR est fortement ancrée dans le paysage économique du canton. Au total ce sont 62 projets qui ont bénéficié d'un soutien à fonds perdu et un projet a bénéficié d'un prêt.

En termes de quantification des impacts, trois cas sont possibles:

1. Les indicateurs permettent de définir un impact économique quantifiable à court terme. Dans ce cas, ces indicateurs sont incorporés au projet et le projet sera quantifié. Ce type de cas est vraisemblablement une minorité, mais il mérite un effort particulier, comme par exemple: Festival des lumières, Fri Up.
2. Le retour économique est différé dans le temps. Les retours économiques du projet ne sont pas quantifiables jusqu'au PIB, par exemple: les projets collaboratifs, Platinn.
3. Le retour économique est indirect ou induit. Le projet NPR ouvre une nouvelle possibilité ou lève un point de blocage, mais il n'est pas décisif pour que la suite du processus parvienne à un résultat économique. C'est le cas notamment des études de planification territoriale ou d'études de faisabilité de manière générale.

Tous les projets NPR de la période 2016–2019 ont reçu des indicateurs de performance qui leur sont propres.

3.1.1. Volet Innovation Business

Les projets collaboratifs

13 projets collaboratifs ont permis de regrouper 55 entreprises du canton ainsi que les acteurs académiques. Ces projets collaboratifs devaient regrouper des entreprises du canton ainsi qu'un acteur académique, principalement les instituts de la HEIA-FR. Ces collaborations ont permis aux partenaires des projets d'acquérir de nouvelles compétences dans divers domaines et ainsi de potentiellement augmenter leur compétitivité dans le futur.

INNOSQUARE et clusters thématiques

La **mission** d'INNOSQUARE est de favoriser les interactions entre les entreprises, les collectivités publiques ou privées, les hautes écoles et les centres et instituts de recherche pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises en matière de recherche et innovation en activant, développant et soutenant les activités des centres de compétences et des clusters. En économie, un cluster correspond à une concentration géographique et interconnectée d'entreprises, de fournisseurs, et d'institutions académiques dans un domaine particulier, et qui allie compétition et coopération. INNOSQUARE a acquis de l'expérience dans le montage et la gestion de consortium R&D qui sera très utile dans la nouvelle période 2020–2023.

Swiss Plastics Cluster, Building Innovation Cluster et Cluster Food & Nutrition sont les clusters thématiques soutenus dans cette période. Si les trois clusters ont parfaitement joué le rôle de fédérateur autour de potentielles thématiques dans le développement de ses propres membres, ces mêmes clusters

doivent impérativement assumer un rôle plus déterminant dans l'accompagnement de projets collaboratifs permettant d'augmenter la compétitivité de ces entreprises à travers des produits commercialisables.

Fri Up

Finalement, le coaching et les incubateurs pour les entreprises en création et les start-ups du canton ont profité d'un fort soutien par le biais de l'association Fri Up. Durant la période 2016–2019, le support aux start-ups a mené plus de 950 entretiens, aidé à la création de 240 entreprises et sélectionné 45 start-ups pouvant profiter d'un coaching approfondi et sur mesure. Au même titre que les clusters thématiques, ce soutien sera maintenu pour la période 2020–2023.

En collaboration avec la Promotion économique du canton de Fribourg, l'association Fri Up avait revu son modèle d'affaires et son organisation dans le courant de l'année 2016, afin de se concentrer sur le soutien à la création d'entreprises, l'accompagnement de start-up et la promotion de l'entrepreneuriat. Fort de cette nouvelle dynamique, l'activité de Fri Up enregistre, sur la période 2016–2019, un essor significatif:

- > Le **nombre d'entrepreneurs conseillés** en 2018 a dépassé les 300, soit une progression de plus de 110% par rapport à l'année 2016.
- > Fin 2019, le total **de projets accompagnés** depuis 2016 s'élève à environ 45.

Le programme de soutien offert par Fri Up va désormais bien au-delà du simple coaching traditionnel. Fri Up facilite notamment l'accès aux infrastructures, laboratoires, centres de compétences et structures de financement avec lesquels l'association a su établir de solides partenariats.

Fri Up a **dispensé plus de 1000 heures de promotion à l'entrepreneuriat** sous la forme de différentes actions telles que des ateliers de création d'entreprise, des interventions dans les écoles professionnelles, les hautes écoles et l'université, ou encore la participation à des événements locaux et nationaux.

Nouveaux projets thématiques

Deux thématiques importantes ont été abordées par deux projets:

> **Centre de Compétences pour la Mobilité Automatisée**

Création d'une plateforme de compétences, qui rassemble le savoir-faire en matière de mobilité automatisée sur route et sur rail et développement d'un Centre de Compétence de Mobilité Automatisée (CCMA) ainsi que d'un Centre d'Homologation Suisse (CHS), qui seront les deux entités visibles de cette plateforme.

Le **CHS** a pour objectif de répondre à la nécessité d'une procédure d'homologation qui permette de vérifier si un véhicule automatisé satisfait aux exigences de sécurité pour un emploi responsable et durable en Suisse. Le centre vise l'évaluation de divers types de véhicule (roulier ou ferroviaire, usage privé ou public, éventuellement aussi des drones).

Le **CHS** ne saura prendre naissance sans des efforts soutenus dans la recherche interdisciplinaire intégrée. Celle-ci entend dégager le savoir nécessaire à la définition et mise en œuvre des procédures d'homologation ainsi que l'acquisition du savoir-faire relatif aux équipements techniques et aux technologies impliquées. C'est à ce besoin de recherche pointue qu'entendra répondre le **Centre de Compétences en Mobilité Automatisée (CCMA)**.

> **l'Agri&Co Challenge**

Le canton de Fribourg est l'un des principaux acteurs du domaine agroalimentaire au niveau de la Suisse. Fort de ce constat, il a lancé l'Agri & Co Challenge, un appel à projets international dans les secteurs de l'alimentaire, de l'agriculture et de la biomasse. Avec l'Agri & Co Challenge, il a souhaité exploiter sa position de leader pour jouer un rôle actif au niveau international.

Résultats: 500 entreprises intéressées, 154 dossiers déposés par des entreprises provenant de 53 pays.

3.1.2. Volet Innovation Territoriale

Pour le **Volet Innovation Territoriale** plusieurs études concernant les zones d'activités ont été subventionnées, notamment:

- > une étude d'économie territoriale concernant les zones d'activités de l'agglomération de Fribourg,
- > un concept de management des zones d'activité en Singine.

Ce dernier projet est d'une importance toute particulière car il a pour but de déterminer le meilleur modèle de système de gouvernance pour les zones d'activités avec l'objectif de pouvoir répliquer ce modèle au sein des autres régions fonctionnelles.

Au chapitre «valorisation innovante des zones d'activités», un projet a été soutenu sur le site de blueFACTORY en collaboration avec SINEF. Ce projet, appelé **Sponge City**, vise le développement d'un système de gestion des eaux hybrides au niveau d'une zone mixte (zone d'activité et zone habitation).

3.1.3. Volet Innovation Touristique

Pour l'axe **Innovation Touristique**, l'entier de l'enveloppe à fonds perdu a été utilisée.

Au niveau de la simplification des instances touristiques, une étude visant à déterminer l'apport économique touristique de chaque district a été menée ainsi qu'une analyse sur la redynamisation de l'activité des stations dans les Préalpes (Préalpes 2030).

Plusieurs projets ont vu le jour dans le cadre de la valorisation des atouts touristiques fribourgeois, dont font partie:

- > Une analyse d'opportunité pour un musée à ciel ouvert à Estavayer ainsi que sa phase de conception,
- > les parcours thématiques en réalité augmentée autour du Lac de la Gruyère Novilé,
- > la plateforme de tourisme collaboratif dzin.ch
- > le développement d'une stratégie de produits et activités touristiques autour du patrimoine bâti en ville de Fribourg (Fribourg ADN 1606)

Finalement, la période 2020–2023 verra le développement d'une nouvelle manifestation d'envergure en ville de Fribourg avec La Capitale Internationale de la Fondue qui occupera le centre-ville de Fribourg en novembre 2020. Au total, 21 projets ont vu le jour dans le domaine de l'innovation touristique.

Malgré l'abaissement du taux d'intérêt fixe à 0%, l'intérêt des porteurs de projets pour **les prêts** restent faible. Dans le volet **Innovation Touristique**, un projet a été soutenu. Il s'agit du projet *Berra Bike Park*. A noter que pendant cette période il n'y a pas eu non plus pléthore de projets touristiques impliquant de gros moyens financiers.

Un Fonds d'Équipement Touristique (FET) bénéficiant d'une plus grande reconnaissance (paiements d'une partie des intérêts pendant plusieurs années) ainsi que les conditions d'emprunt toujours très avantageuses auprès des institutions bancaires n'ont pas amené les investisseurs potentiels à l'utilisation des fonds de la NPR.

Pour le prochain PMO, deux projets pourraient faire l'objet d'une demande, il s'agit du projet de Maison du jambon de la borne dont l'étude d'opportunité a été soutenue par la NPR ainsi que les aménagements pour la visite de la cave à fromage dans le futur parcours de la Maison du Gruyère.

3.2. Stratégie intercantonale et stratégie transfrontalière

Dans le cadre de la stratégie intercantonale du PMO 2016–2019 du canton de Fribourg, l'ensemble des aides à fonds perdu fédérales et cantonales a été utilisé pour les 4 plateformes de promotion sectorielles du RIS-SO ainsi que pour les réseaux de soutien aux entreprises, à savoir Platinn et Alliance.

Pour ce qui relève de la participation au programme Interreg de coopération transfrontalière, des projets visant à structurer les acteurs du tourisme en réseaux (TRANSFRONTOUR –

Innovation touristique), la valorisation des déchets et sous-produits de la filière bois (SylvO – **Innovation Business**) ou encore le projet AlpLinkBioEco (**Innovation Business**) porté par le Plastic Innovation Competence Center ont été soutenus. Ces projets ont aussi contribué à la réalisation des objectifs du PMO 2016–2019. L'ensemble des projets intercantonaux et transfrontaliers développés sont en conformité avec les objectifs du PMO 2016–2019.

3.3. Collaboration avec les régions et mise en réseau des acteurs

La plateforme des régions Innoreg FR (Association constituée par la Conférence des préfets en 2009) est active dans le lancement de projets et le soutien aux nombreux porteurs de projets dans le montage de leurs dossiers de demande NPR. Au même titre que la période précédente, Innoreg FR a réussi, en collaboration avec la Promotion économique, à donner une dynamique à la NPR dans les régions du canton de Fribourg. A la suite du départ de la coordinatrice en octobre 2017, la cellule est restée inactive pendant presque une année. L'engagement d'un nouveau coordinateur, début septembre 2018, a permis de relancer les activités d'Innoreg FR.

Les efforts entrepris pour en faire connaître ses possibilités aux différents acteurs cantonaux continuent à porter leurs fruits. Les associations régionales, grâce à la NPR, ont renforcé leurs positions en tant qu'acteurs incontournables. Politique foncière active, aménagement du territoire, innovations d'affaires et tourisme sont autant de domaines qui, coordonnés par les associations régionales, permettent d'amener cette valeur ajoutée, tant nécessaire pour la compétitivité des régions. Elle a permis de stimuler la coopération interrégionale, agissant comme un moteur très actif pour l'identification de projets et jouant un rôle de fédérateur auprès des différents acteurs concernés par la NPR.

Lors du prochain PMO, Innoreg FR va continuer d'agir comme moteur pour les régions et ainsi pérenniser la collaboration entre les régions et les services cantonaux. De plus, la communication auprès des porteurs de projets NPR potentiels va être renforcée et Innoreg FR prendra une part importante dans le développement de cette communication.

Indicateurs 2016–2019: 20 projets soutenus avec un financement NPR, 75 demandes de renseignements, 45 projets suivis

3.4. Nombre de projets réalisés

Le tableau ci-dessous indique le nombre de projets approuvés lors de la période 2016–2019 et à quel axe de notre stratégie cantonale ils correspondent:

Volets	Stratégie cantonale	Stratégie Intercantonale	Coopération transfrontalière	Total
	Nbre de projets	Nbre de projets	Nbre de projets	
Innovation Business	21	9	5	35
Innovation Territoriale	5	1	0	6
Plateforme des régions	1	0	0	1
Innovation Touristique	19	1	1	21
Total	46	11	6	63

3.5. Utilisation globale du crédit d'engagement

Le programme cantonal de mise en œuvre (PMO) de la politique régionale 2016–2019 comprenait, comme relevé ci-dessus, trois niveaux stratégiques: cantonal, intercantonal et

transfrontalier. A noter que les fonds cantonaux affectés au programme NPR ont été 1,35 fois supérieurs aux contributions financières de la Confédération.

Les tableaux ci-dessous décrivent l'utilisation du crédit d'engagement durant la période 2016–2019.

Tableau: Utilisation des aides à fonds perdu – phase 2016–2019

Volet	Total budget NPR	Montants engagés	Engagé en%
Stratégie cantonale	9 926 000	9 564 264	96
Stratégie intercantonale	3 509 000	3 095 302	88
Stratégie transfrontalière	900 000	900 000	100
Total	14 335 000	13 559 566	95

Tableau: Utilisation des prêts remboursables

Volet	Total budget NPR	Montants engagés	Engagé en%
Innovation Territoriale	7 600 000	0.–	0%
Innovation Touristique	4 000 000	203 680.–	5%
Total	11 600 000		

3.6. Analyse critique de la période 2016–2019

3.6.1. Reconnaissance de l'utilité des projets collaboratifs

Les projets collaboratifs réunissent au minimum 3 entreprises, dont la majorité fribourgeoise et au moins un partenaire académique et permettent de résoudre un challenge de niveau pré-concurrentiel et innovant. Un projet collaboratif est utile pour les entreprises qui souhaitent valider des technologies et processus, acquérir des compétences, développer de nouvelles offres commerciales, gagner de nouveaux clients. Le partenaire académique peut travailler sur des projets de recherche appliquée et mettre son savoir au service des entreprises. Il s'agit d'un processus d'innovation win-win.

Objectif 2020–2023: continuer à soutenir des projets marquants permettant de différencier le canton de Fribourg sur le plan de son offre d'innovation. Ceci notamment grâce au développement de projets collaboratifs et à la promotion de l'innovation dans les entreprises via l'association INNOSQUARE.

3.6.2. Tous les axes stratégiques prévus ont pu être soutenus

Au même titre que la période précédente, tous les volets prévus dans le programme pluriannuel cantonal ont pu être développés et soutenus durant la période 2016–2019. De même, les budgets prévus ont été pour l'essentiel complètement engagés. Un grand nombre de projets (63) sont parvenus auprès de la Promotion économique et leur distribution territoriale

a touché tous les districts du canton. L'un des effets les plus notables de la mise en œuvre de la NPR au cours de ces dernières années a été l'impact positif sur la mise en réseau des acteurs qui s'exprime par l'émergence de formes de collaboration nouvelles.

Objectif 2020–2023: Développer des projets dans les trois axes stratégiques des deux volets.

3.6.3. Détermination plus précise des objectifs par projet

De manière générale, une difficulté à trouver le bon équilibre entre l'accompagnement des projets et le contrôle des résultats a été observée. En effet, le montage de projets satisfaisant les critères d'éligibilité de la NPR et compatibles avec le programme de mise en œuvre (PMO) du canton est une tâche parfois complexe. Nombreux sont les porteurs de projet nécessitant un soutien dans ce domaine. A cet effet, il a été décidé de maintenir et de renforcer l'utilisation des modèles d'efficacité dès le dépôt du projet en tant qu'instrument de pilotage et de controlling pour la période 2020–2023 (objectifs poursuivis, prestations encouragées, impacts attendus pour les groupes cibles dans les différentes régions et indicateurs pertinents). Cette approche permet de sensibiliser le porteur de projet et constitue un élément important pour l'évaluation ultérieure du projet et de ses résultats.

Objectif 2020–2023: continuer d'intégrer dès la conception du projet les indicateurs économiques qui permettront d'évaluer son impact.

4. Programme de mise en œuvre (PMO) 2020–2023

L'objectif du PMO 2020–2023 est de continuer à soutenir la stratégie d'innovation du canton de Fribourg. Cette stratégie implique notamment de consolider et de valoriser le capital territorial cantonal, ainsi que de développer des synergies avec les cantons limitrophes, permettant une meilleure efficacité des instruments NPR.

A terme, cette stratégie vise à améliorer l'attractivité, à accroître la compétitivité et à augmenter le PIB par habitant du canton tout en favorisant une croissance qualitative et durable.

Le programme de mise en œuvre comprend toujours les trois niveaux d'intervention de la NPR: cantonal, intercantonal et transfrontalier. La stratégie cantonale forme le noyau du PMO 2020–2023 et est mise en œuvre directement par le canton de Fribourg, alors que les stratégies intercantionales et transfrontalières sont conduites sous la responsabilité de la CDEP-SO (Conférence des Directeurs de l'économie publiques de la Suisse occidentale) et de l'Association «arcjurassien.ch» pour les programmes Interreg avec la France.

Le programme de mise en œuvre PMO 2020–2023 complet est disponible sur le site web de la Promotion économique¹.

4.1. La stratégie cantonale

La stratégie cantonale, établie en collaboration avec les acteurs de la politique régionale, constitue le noyau dur du programme NPR et représente la majeure partie des contributions financières allouées à la période 2020–2023. La reconduction de la collaboration avec le Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg a abouti à asseoir une stratégie cantonale qui se base sur trois axes prioritaires

- > Agroalimentaire et bioéconomie
- > Ancrage numérique
- > Smart territory

Ces axes décèlent un potentiel énorme au vu des changements structurels en cours et leur impact sur la transformation de la société numérique. Pour la partie touristique, la stratégie s'appuie sur la stratégie de développement touristique fribourgeois «Vision 2030», ainsi que sur les principes du nouveau Plan directeur cantonal.

Les buts généraux du programme cantonal de la NPR 2020–2023 s'inscrivent dans la continuité de l'orientation stratégique de la phase 2016–2019. Grâce à l'expérience acquise et à un cadre stratégique mieux défini, il a été possible de concevoir un programme mettant davantage en lumière la volonté du canton de Fribourg d'intégrer son système d'innovation de manière transversale avec les programmes et projets intercantonaux (CDEP-SO, RCS,...) et les programmes Interreg A et B, dans le but d'augmenter son attractivité par une stratégie ciblée d'amélioration de son capital territorial. Elle prévoit les actions suivantes dans le cadre de deux volets thématiques:

4.1.1. Système de valeur ajoutée Industrie et ses axes stratégiques

Le volet Industrie, avec sa stratégie de promotion de l'innovation au sein des entreprises (**projets collaboratifs**, **INNOSQUARE**), de coaching de start-ups (**Fri Up**) et de développement de projets d'innovation dans les axes stratégiques, se positionne comme une politique axée sur la compétitivité et la création d'emplois qualifiés, voire hautement qualifiés, dans le canton. Elle vise à renforcer les collaborations entre les Hautes écoles et les entreprises, ainsi qu'à encourager la mise en réseau des acteurs économiques. Les projets de recherche interentreprises (**projets collaboratifs**) restent, dans le cadre de la stratégie cantonale, un outil indispensable permettant l'éclosion d'idées innovantes à l'intérieur des thématiques soutenues par l'Etat de Fribourg.²

¹ www.promfr.ch

² Un projet collaboratif a pour ambition de résoudre un challenge de niveau pré-concurrentiel et innovant, exprimé par plusieurs entreprises, avec l'aide d'un organisme de recherche public au minimum. A la fin du projet, les résultats obtenus

A travers cet axe, il s'agit de promouvoir un climat économique porteur pour la prospérité ainsi que le rayonnement du canton de Fribourg afin de positionner ce dernier pour l'avenir dans une optique de développement durable et inclusif.

Les trois axes stratégiques pour le volet Industrie

Agroalimentaire

Le potentiel de la bioéconomie (surtout la valorisation de la biomasse) et de l'industrie agroalimentaire est très important dans le canton de Fribourg. Le secteur agroalimentaire représente en effet l'un des deux piliers principaux de l'économie fribourgeoise. Son poids économique et son fort lien identitaire avec le canton offrent des possibilités de développement intéressantes dans le contexte actuel. Cet axe stratégique doit permettre de développer des projets afin d'améliorer les conditions suivantes:

- > Stimuler la compétitivité et l'innovation pour devenir leader de l'agroalimentaire
- > Favoriser le développement économique et les nouvelles implantations

Cette position de leader sera renforcée:

- > par la forte présence de l'Agroscope à Posieux qui consolide les activités de recherche en systèmes de production animale et santé animale, ainsi qu'en systèmes microbiens des denrées alimentaires,
- > par la mise en place d'une stratégie agroalimentaire,
- > et par le développement du campus AgriCo de Saint-Aubin, principalement dédié aux entreprises actives dans l'agriculture, la nutrition et la biomasse.

Ancrage numérique

Le défi consiste à traduire la transformation numérique en gains de productivité dans le canton. Il convient dès lors de renforcer les capacités d'innovation, les compétences et les applications d'affaires dans les technologies de l'information et des communications (TIC) fondamentales pour la numérisation. Cet axe stratégique doit permettre de développer des projets afin d'améliorer les conditions suivantes:

- > Innover dans les technologies numériques (internet des objets et IA)
- > Diffuser les compétences et connaissances technologiques numériques
- > Mettre à niveau les infrastructures physiques et numériques du canton

Smart Territory (Economy, People, Environment, Living, Mobility, Governance)

La Smart Territory (territoire intelligent) vise un développement durable des villes en intégrant les nouvelles opportunités et les enjeux apportés par la transition numérique. L'objectif consiste à garantir la prospérité économique, le bien-être de ses citoyens et une gestion respectueuse de ses ressources naturelles tout en utilisant les nouvelles technologies. Six domaines définissent ce concept: Gouvernance intelligente, Economie intelligente, Mobilité intelligente, Environnement intelligent, Habitat intelligent et Population intelligente. Ces axes stratégiques doivent permettre à ces domaines de:

- > Réduire la fracture numérique entre les régions du canton
- > Renforcer la valeur du capital territorial du canton
- > Promouvoir l'innovation des entreprises afin de développer des produits et services

4.1.2. Système de valeur ajoutée Tourisme

La stratégie de développement du tourisme fribourgeois – «Vision 2030» – vise globalement la valorisation du patrimoine naturel et culturel du canton, ainsi que des caractéristiques propres de ses trois régions géographiques (Préalpes, villes, lacs). En effet, le canton de Fribourg dispose d'un potentiel de valorisation touristique important en raison de la diversité et de la densité des expériences touristiques possibles. La diversité et l'hétérogénéité des infrastructures touristiques sur le territoire cantonal offrent la possibilité aux acteurs touristiques de pouvoir innover en réinventant de manière continue l'offre touristique. Dans ce sens, l'innovation touristique devient un facteur essentiel de promotion du capital territorial et, de manière indirecte, elle constitue une stratégie permettant d'avoir un impact mesurable sur le PIB cantonal via les investissements qu'elle induit.

Pour répondre à ces défis, la tactique touristique cantonale 2020–2023 prévoit essentiellement de soutenir le **développement d'infrastructures touristiques, simplifier les instances touristiques et valoriser les atouts du tourisme fribourgeois**. Dans ce contexte, la NPR contribuera à l'augmentation de la valeur ajoutée générée par le secteur touristique dans le canton. Les trois axes:

- > font partie de la Vision 2030 du tourisme fribourgeois
- > contribuent à l'augmentation de la valeur ajoutée et des retombées économiques générée par le secteur
- > encouragent l'innovation et les activités créatrices de valeur
- > permettent de stimuler l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat

peuvent être utilisés par chaque entreprise participante. Les entreprises partenaires du projet peuvent former une chaîne de valeur à même de produire un service ou un produit commun.

Les trois axes stratégiques pour le tourisme

Développement d'infrastructures touristiques

Le développement des infrastructures touristiques vise une modernisation du secteur de l'hébergement et des infrastructures afin de permettre d'augmenter de manière constante la qualité des conditions d'accueil et de vie. La NPR soutiendra, de concert avec le Fonds d'Équipement Touristique, des projets d'infrastructures prioritaires pour le développement régional et interrégional du tourisme. Cela au travers:

- > du financement d'études de faisabilité et phases de conception concernant l'implantation d'infrastructures touristiques
- > de prêts pour la construction de projets d'infrastructures touristiques

Simplification des instances touristiques

La simplification des instances touristiques a pour but de soutenir la réforme structurelle des organisations touristiques. L'encouragement à une mise en réseau encore plus explicite des prestataires, la concertation des offres et l'exploitation des synergies, sont des éléments qui seront soutenus dans ce cadre. Le développement de nouveaux modèles d'acquisition de l'information ainsi que la numérisation doivent servir de moteurs dans le tourisme afin de développer des offres axées sur les besoins des clients, par le biais:

- > de développement de nouvelles méthodes d'acquisition de l'information pour les touristes (points Info, tourist angels)
- > de prestations de soutien pour les porteurs de projets touristiques et prestataires dans l'hébergement (coaching entrepreneurial/hospitality manager)

Valorisation des atouts du tourisme fribourgeois

Cette valorisation aspire à une meilleure visibilité des atouts touristiques de la région. La NPR soutiendra le développement de nouveaux produits régionaux et interrégionaux novateurs, en lien avec les besoins actuels des touristes. Une réflexion en collaboration avec les régions du canton de Fribourg, les directeurs d'offices de tourisme régionaux ainsi qu'avec l'UFT a été faite afin de déterminer des projets envisageables au niveau cantonal mais aussi à l'échelon régional, comme:

- > le développement de produits touristiques innovants en lien avec le terroir ou le patrimoine culturel/naturel
- > le développement de nouvelles activités en lien avec les stratégies touristiques
- > l'innovation dans les produits touristiques (numérisation, digitalisation)

Nouvelle loi sur le tourisme

Courant 2019, la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE) a initié les travaux relatifs à la révision totale de la loi cantonale sur le tourisme (LT; RSF 951.1), de concert avec l'Union Fribourgeoise du Tourisme (UFT).

Cette révision vise à simplifier l'organisation et la structure de la promotion du tourisme fribourgeois, ainsi qu'à harmoniser les types et la perception des taxes de séjour. La révision de la loi est également l'occasion de repenser les types d'aides financières et leurs modalités d'octroi aux acteurs touristiques et au renouvellement des infrastructures exploitées par ces derniers, par le biais du Fonds d'Équipement Touristique (FET). Enfin, la nouvelle loi tiendra compte des développements récents de l'offre touristique, en posant les bases légales nécessaires à la régulation de nouvelles activités (par ex. les plates-formes en ligne de réservation et de location d'hébergements touristiques).

4.1.3. Collaboration avec les régions

Pour la mise en œuvre de la stratégie cantonale, le canton continue, à l'instar de la première phase, à s'appuyer sur la collaboration avec les régions dans le cadre de la plateforme Innoreg-FR pour l'identification de projets et l'aide au montage des dossiers de demande NPR. Une nouvelle convention de prestations sera conclue à cet effet.

La création de l'association Innoreg-FR comme plateforme des régions pour la mise en œuvre de la NPR permet de regrouper les régions autour de la NPR, de stimuler la coopération interrégionale, agissant comme moteur actif dans l'identification de projets et jouant un rôle de fédérateur auprès des différents acteurs concernés par la NPR. L'association collabore étroitement avec la Promotion économique du Canton de Fribourg (PromFr) pour la mise en œuvre de la NPR. Les objectifs de l'association Innoreg-FR sont:

- > Initier des projets en collaboration avec les régions et les acteurs économiques et touristiques fribourgeois
- > Conseiller et soutenir les porteurs de projet lors de l'élaboration de la demande NPR
- > Informer les acteurs potentiels sur les possibilités, instruments et les procédures NPR
- > Collaborer et faire le lien entre les régions et la PromFR

4.2. Le programme RIS-SO de la Conférence des Chefs de Département de l'Economie publique de Suisse occidentale

4.2.1. CDEP-SO

Le soutien à l'innovation dans les régions constitue une priorité pour la Confédération. Au sens de la NPR, les Systèmes régionaux d'innovation (RIS) se réfèrent à des espaces écono-

miques fonctionnels (qui ne sont donc pas liés au périmètre cantonal) qui bénéficient de la triple hélice essentielle pour les processus d'innovation: entreprises, Hautes écoles et pouvoirs publics. Par le biais du programme intercantonal NPR, le RIS-SO vise plus spécifiquement à:

- > Dynamiser la croissance du PIB régional
- > Augmenter la part de l'emploi dans les secteurs innovants
- > Améliorer l'image de la région et harmoniser les activités de promotion sectorielle
- > Assurer une collaboration stable et efficace entre les cantons
- > Favoriser la collaboration entre les Hautes écoles et l'économie privée

Le RIS-SO se compose de quatre plateformes et de deux organismes de prestations de coaching. A noter que la structure matchINVEST s'attèle également à soutenir les entreprises innovatrices dans leur recherche de financement et leur mise en relation avec des investisseurs.

- > **Alp ICT**, actif dans la promotion des savoir-faire dans le domaine des technologies de l'information et de la communication
- > **BioAlps**, actif dans la promotion des savoir-faire dans le domaine des sciences de la vie
- > **Cleantech Alps**, actif dans la promotion des technologies propres
- > **Micronarc**, actif dans la promotion des micro- et nano-technologies
- > **Platinn**, plateforme visant à développer la capacité d'innovation d'affaires des entreprises
- > **Alliance**, plateforme visant à développer des projets de R&D entre les entreprises et les Hautes écoles de Suisse occidentale

Le canton de Fribourg a décidé de continuer la collaboration au sein de la CDEP-SO en souhaitant une meilleure transparence de coûts, entretiens revue à la baisse, et des objectifs. Pour la nouvelle période de programmation 2020–2023, les instances politiques de la CDEP-SO ont souhaité signer la Convention-programme directement avec le SECO. Comme précédemment, l'interface avec la Confédération sera assurée par le canton de Vaud.

4.2.2. Région Capitale Suisse (RCS) et projets bicantonaux

L'association Région Capitale Suisse (RCS) a été fondée fin 2010. Ses membres sont les cantons de Berne, Neuchâtel, Fribourg, Soleure et du Valais, ainsi qu'un grand nombre de leurs villes, communes et organisations régionales. Les priorités thématiques s'intègrent parfaitement dans la stratégie cantonale:

- > Soutenir le Cluster Food&Nutrition (RCS)
- > Soutenir les projets Smart Capital Region et Pôle de Santé (RCS)
- > Favoriser le développement de projets dans le périmètre RCS

4.2.3. Programme INTERREG V

Le Programme INTERREG V est un programme de coopération territoriale européenne auquel la Suisse participe depuis 1995. INTERREG permet à des acteurs locaux de participer à des projets avec des acteurs de l'UE. Avec le programme Interreg V, le canton de Fribourg souhaite s'ouvrir à ses voisins européens en s'engageant de façon ciblée dans des projets qui concernent l'innovation dans l'économie et le tourisme. L'intention du canton est de cibler le choix des projets soutenus financièrement par le canton de Fribourg en fonction de leur contribution aux objectifs de la stratégie cantonale. Cela signifie que les projets devront être compatibles avec la NPR mais également avec le programme cantonal.

Le programme INTERREG pour Fribourg se décline en 2 volets, INTERREG A avec des projets transfrontaliers et INTERREG B qui concerne la coopération transnationale. L'Etat de Fribourg soutient des projets INTERREG A et B, qui contribuent aux objectifs du PMO cantonal. Il collabore activement avec la Coordination romande Interreg et l'ARE (Office fédéral du développement territorial).

- > Favoriser la coopération entre régions voisines (INTERREG A)
- > Promouvoir la coopération à travers les grandes régions européennes (INTERREG B)

4.3. Programme pour les régions de montagne

Pour la période 2020–2023, la NPR souhaite mettre l'accent sur les régions de montagnes. Cette décision fait suite aux importants défis auxquels les régions alpines sont soumises ainsi qu'à diverses interventions parlementaires qui ont demandé un engagement accru de la Confédération en faveur des régions de montagne comme le postulat 15.3228 Brand portant sur les perspectives de développement de l'Arc alpin ou l'interpellation 17.4248 Candinas qui interroge les effets de la NPR dans les villages de montagne structurellement faibles.

Pour le canton de Fribourg, les projets résultants de l'étude Préalpes 2030, des projets d'infrastructures touristiques dans les Préalpes, des produits touristiques permettant de diminuer les effets de la saisonnalité pour les destinations concernées ou encore des projets industriels en lien avec le bois ou le soutien de projet de petite envergure font partie des axes envisageables.

4.4. Périmètre d'application

La demande du canton de Fribourg d'intégrer les trois communes de Basse Singine, à savoir Bösingén, Schmittén et Wünnewil-Flamatt dans le périmètre de la NPR pour la période 2020–2023, conformément à l'article 1 al. 2 let. a de l'OPR, a été acceptée par le SECO, comme c'était le cas pour la période 2016–2019.

4.5. Eligibilité des projets¹

L'évaluation de l'éligibilité des projets au titre de la NPR sera effectuée sur la base des critères déjà en vigueur pour la première phase de la politique régionale, comprenant notamment:

- > la dynamisation de la création de valeur à l'échelle régionale;
- > l'amélioration de la capacité d'exportation au niveau régional;
- > la contribution au maintien/à la création d'emplois;
- > la viabilité à terme sans apports de fonds de la politique régionale;
- > le potentiel d'innovation pour la région;
- > la contribution au développement durable;
- > l'effet positif sur la mise en réseau des acteurs.

Il sied finalement de relever que l'évaluation de la contribution au développement durable des projets sera effectuée.

Tout projet relevant de l'une des politiques sectorielles fera l'objet d'une demande de préavis auprès des services compétents de l'administration cantonale.

4.6. Suivi et évaluation des projets

Le suivi des projets retenus dans le programme NPR est sous la responsabilité de la PromFR.

La question de l'évaluation des projets a été traitée dans le chapitre 3.6.3.

De manière systématique, il sera demandé dans la prochaine période d'incorporer dans l'exécution du projet (lorsque cela peut être considéré comme réaliste) les indicateurs permettant de quantifier l'impact économique du projet.

5. Engagement financier de l'Etat

5.1. Comparaison 2016–2019/2020–2023

Par le biais de plusieurs mesures de rationalisation entreprises dans le but d'optimiser les coûts de certains projets (Fri Up, INNOSQUARE, les clusters), le budget NPR cantonal a pu être adapté aux besoins effectifs prévus dans la prochaine période et tient compte de la réduction des moyens financiers mis à disposition par la Confédération.

Tableau: Comparaison entre le budget 2016–2019 et le plan budgétaire 2020–2023

	Canton		Confédération		Total	
	AFP	Prêts	AFP	Prêts	AFP	Prêts
Total 2016–2019	8 230 500	7 000 000	6 104 500	4 600 000	14 335 000	11 600 000
Total 2020–2023	7 386 000	3 600 000	5 696 000	2 000 000	13 082 000	5 600 000
Diminution	-844 500	-3 400 000	-408 500	-2 600 000	-1 253 000	-6 000 000

En comparaison avec la période 2016–2019, le budget NPR 2020–2023 est donc réduit de 7,25 millions (de 25,93 millions à 18,68 millions, soit 28%). La partie cantonale passe ainsi de 15,23 à 10,99 millions (-4,24 millions; -28%) et la partie fédérale de 10,70 à 7,70 millions (-3,0 millions; -28%). A noter que l'essentiel de la diminution concerne le volume attendu des prêts.

5.2. Aperçu global

Conformément à la convention-programme entre la Confédération et l'Etat de Fribourg concernant l'encouragement du programme cantonal de mise en œuvre de la politique régionale 2020–2023, la Confédération s'engage pour un montant global de 6 000 000 francs, réparti entre des aides à fonds perdu à hauteur de 4 000 000 francs (-400 000 francs par rapport à 2016–2019) et des prêts remboursables à hauteur de 2 000 000 francs (-2 000 000 francs par rapport à 2016–2019), pour la mise en œuvre de la stratégie cantonale du PMO 2020–2023². A ce montant, il faut encore ajouter 996 000 francs

¹ Lorsque le montant total, cautionnements y compris, des aides financières sollicitées est supérieur à 300 000 francs, la requête fait l'objet d'une décision prise par le Conseil d'Etat. Lorsque le montant se situe entre 30 000 francs et 300 000 francs, la requête fait l'objet d'une décision prise par la Commission des mesures d'aide en matière de promotion économique (CAPE).

² Les montants négociés avec la Confédération sont arrêtés et la convention-programme sera signée dans le cours du mois de janvier 2020. Les objectifs à atteindre pour chacun des projets sont fixés avec la Confédération dans ladite convention.

pour la stratégie intercantonale, 400 000 francs pour la stratégie transfrontalière et 300 000 francs pour le programme des régions de montagne (nouveau). Il sied également de relever que seuls les fonds attribués à la stratégie cantonale sont ver-

sés au canton de Fribourg. Les aides octroyées aux deux autres stratégies sont versées par la Confédération directement aux cantons leaders, qui sont les partenaires contractuels de celle-ci pour les stratégies intercantonale et transfrontalière.

Tableau: Total des engagements (à fonds perdu et prêts) de la Confédération et du canton 2020–2023

Le budget du PMO 2020–2023 est réparti de la manière suivante entre les différents niveaux stratégiques de la NPR:

Stratégie	Financement			
	Canton		Confédération	
	AFP	Prêts	AFP	Prêts
Programme cantonal	5 690 000	3 600 000	4 000 000	2 000 000
Programme pour les régions de montagne	300 000		300 000	
Programme transfrontalier	400 000		400 000	
Programme intercantonal RIS-SO	996 000		996 000	
Total général	7 386 000	3 600 000	5 696 000	2 000 000

5.3. Engagement financier en faveur de la stratégie cantonale du PMO 2020–2023

Conformément à l'article 16 al. 2 de la loi fédérale sur la politique régionale, les cantons sont tenus d'apporter à la réalisation de leurs programmes de mise en œuvre une contribution financière au minimum égale à celle de la Confédération. Les

cantons sont libres d'engager des moyens financiers supplémentaires dans des domaines stratégiques pour leur développement économique.

Le tableau ci-dessous démontre de quelle manière les fonds cantonaux attribués à la **stratégie cantonale** du PMO 2020–2023 sont répartis entre les différents volets de cette stratégie.

Volet	Champ d'actions	A fonds perdu	Prêts
Industrie	Projets collaboratifs	1 500 000	
	Projets nouvelles thématiques	200 000	
	Projets agro-alimentaires	400 000	
	Innosquare	313 330	
	Fri Up	1 200 030	
	Swiss Plastics Cluster	225 000	
	Building Innovation Cluster	200 000	
	Cluster Food&Nutrition	300 000	
	Région Capitale Suisse	35 000	
	Total		4 373 360
Tourisme	Analyse – Produits	650 000	
	Prêt		2 000 000
	Total	650 000	
Appui aux régions	Innoreg FR	466 640	
	Gestion zone d'activités	200 000	
	Prêts pour études de planification régionale		1 600 000
	Total	666 640	
Programme pour les régions de montagne	Programme pour les régions de montagne	300 000	
Total		5 990 000	3 600 000

5.4. Financement de l'engagement cantonal pour le PMO 2020–2023

Conformément à l'article 16 al. 2 de la loi fédérale sur la politique régionale, les cantons sont tenus d'apporter à la réalisation de leurs programmes de mise en œuvre une contribution financière au minimum égale à celle de la Confédération. Les cantons sont libres d'engager des moyens financiers supplémentaires dans des domaines stratégiques pour leur développement économique. Le canton de Fribourg utilise cette possibilité et prévoit d'allouer 30% de plus que le minimum requis selon le droit fédéral.

Le total des engagements du canton pour la mise en œuvre du PMO 2020–2023 de la NPR s'élève donc à 10 986 000 francs, soit

- > 7 386 000 francs pour des aides à fonds perdus,
- > 3 600 000 de francs pour des prêts.

Il est prévu de financer ces montants de la manière suivante:

- > par l'octroi d'un nouveau crédit d'engagement à hauteur de 5 586 000 francs à fonds perdus permettant de couvrir une partie des besoins financiers exprimés ci-dessus;
- > par un prélèvement de 1 800 000 francs sur les moyens disponibles du Fonds NPR pour les aides à fonds perdus, permettant de couvrir le solde des besoins financiers;
- > les moyens disponibles du Fonds NPR permettent de couvrir les besoins financiers pour l'octroi de nouveaux prêts.

6. Conclusion

Selon la loi fédérale sur la politique régionale et selon la législation cantonale, le présent projet de décret doit permettre d'obtenir les moyens suffisants pour l'application de la NPR pour la période 2020–2023.

Le financement des aides à fonds perdus est assuré par:

- > l'octroi d'un crédit d'engagement à hauteur de 5 586 000 francs pour 4 ans;
- > un prélèvement de 1 800 000 francs sur les moyens actuellement disponibles dans le Fonds NPR.

Le financement des prêts est quant à lui couvert par les moyens disponibles dans le Fonds NPR.

S'agissant d'une dépense brute et périodique supérieure à la limite légale, qui s'élève à 940 414 francs sur la base des comptes 2018, le projet devra faire l'objet du vote à la majorité des membres du Grand Conseil, selon le prescrit des articles 140 et 141 alinéa 2 lettre a de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1).

Le décret, compte tenu du montant du crédit proposé, est soumis au référendum financier facultatif.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes. Il ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union Européenne.

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'adopter le présent projet de décret.



Botschaft 2018-DEE-47

14. Januar 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die neue Regionalpolitik für die Jahre 2020–2023

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Jahre 2020–2023 nach Artikel 25a des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG; SGF 900.1).

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. Einleitung und allgemeiner Rahmen	14
2. NRP-Mehrjahresprogramm 2016–2023 des Bundes	15
2.1. Ziele und Aufgaben	15
2.2. Akzentsetzungen des Programms 2016–2023 des Bundes	15
3. Bilanz der ersten Phase der zweiten Programmperiode für den Kanton Freiburg	16
3.1. Umsetzung der kantonalen Strategie 2016–2019	16
3.2. Interkantonale und grenzüberschreitende Strategie	18
3.3. Zusammenarbeit mit den Regionen und Vernetzung der Akteure	18
3.4. Anzahl realisierter Projekte	19
3.5. Verwendung des Verpflichtungskredits	19
3.6. Kritische Analyse der Phase 2016–2019	20
4. Kantonales Umsetzungsprogramm (KUP) 2020–2023	20
4.1. Kantonale Strategie	20
4.2. Programm RIS-SO der Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz der Westschweiz	23
4.3. Programm für die Bergregionen	24
4.4. Anwendungsbereich	24
4.5. Projektauswahl	24
4.6. Überwachung und Beurteilung der Projekte	24
5. Finanzielle Verpflichtung des Staats	24
5.1. Vergleich 2016–2019/2020–2023	24
5.2. Übersicht	25
5.3. Finanzielle Verpflichtungen für die kantonale Strategie des KUP 2020–2023	25
5.4. Finanzierung der Verpflichtungen des Kantons für das KUP 2020–2023	26
6. Schluss	26

1. Einleitung und allgemeiner Rahmen

Gemäss Artikel 25a WFG muss der Gesamtwert der nach Bundesgesetzgebung über die Regionalpolitik vorgesehenen finanziellen Mittel, die der Volkswirtschaftsdirektion übertragen werden, in einem Dekret für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren festgelegt werden.

Der Kanton Freiburg hat dem Bund sein mehrjähriges kantonales Umsetzungsprogramm für die Jahre 2020–2023 vorgelegt. Deshalb sollte sich der im WFG vorgesehene Verpflichtungskredit auf den gleichen Zeitraum beziehen, nämlich auf die Jahre 2020–2023, wobei der Staatsrat die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern kann.

Das Bundesgesetz über Regionalpolitik (SR 901.0) ist am 1. Januar 2008 in Kraft getreten. Das erste Mehrjahresprogramm des Bundes (MJP1) für die neue Regionalpolitik (NRP) erstreckte sich über acht Jahre, nämlich von 2008 bis 2015.

Das zweite Mehrjahresprogramm des Bundes (MJP2) für die NRP erstreckt sich ebenfalls über acht Jahre (2016 bis 2023) und ist in zwei Phasen aufgeteilt, die von 2016 bis 2019 und von 2020 bis 2023 dauern.

Mit dem vorliegenden Dekret soll die Umsetzung der zweiten Phase (2020–2023) gewährleistet werden, indem ein neues kantonales Mehrjahresprogramm ausgearbeitet und ein entsprechender Verpflichtungskredit bereitgestellt wird.

Das Regierungsprogramm des Staatsrats für die Legislaturperiode 2017–2021 legt das Gewicht auf den Lebensmittel- und den Bausektor. Beide Tätigkeitsgebiete haben ein grosses Gewicht im Primär- und Sekundärsektor des Kantons Freiburg.

Die Wirtschaftsförderung wird deshalb in der kommenden NRP-Phase, die Instrumente der NRP nutzen, um diesen beiden strategisch wichtigen Pfeilern der Wirtschaft noch mehr Dynamik zu verleihen. Sie wird aber auch versuchen, neue vielversprechende Gebiete zu entwickeln, die Arbeitsplätze schaffen und das Bruttoinlandsprodukt (BIP) pro Vollzeit-äquivalent (VZÄ) nachhaltig steigern.

Die folgenden drei strategischen Handlungsachsen wurden für den Bereich Industrie definiert:

- > Lebensmittelsektor und Biowirtschaft
- > Digitale Verankerung
- > Smart Territory

Die NRP konzentriert sich damit also auf Themen, die es effektiv ermöglichen, diese zusätzliche Dynamik zu schaffen und dank neuen Technologien einen ganzheitlichen Ansatz für die territoriale Entwicklung zu verfolgen.

Die Freiburger Wirtschaftsförderung ist auch landesweit bekannt dafür, dass sie auf die Entwicklung und Umsetzung von Gemeinschaftsprojekten spezialisiert ist. Mit dieser Art von Projekten hat der Kanton Freiburg die Möglichkeit, Impulse zu geben und die Akteure aus Wirtschaft, Wissenschaft und Verwaltung zusammenzuführen. Mit dem Aufbau der verschiedenen Cluster und Kompetenzzentren hat sich der Kanton zudem mit wertvollen Partnern umgeben. Ergänzt wird dies durch eine ausgezeichnete Zusammenarbeit zwischen der HES-SO//Freiburg, die administrativ der Volkswirtschaftsdirection angegliedert ist, und zahlreichen KMU, aber auch Grossunternehmen.

Was den Tourismus anbelangt, ist es das Ziel, durch einen Strukturwandel wettbewerbsfähige Destinationen zu fördern, indem:

- > die Infrastruktur ausgebaut wird;
- > die touristischen Strukturen vereinfacht werden;
- > die Trümpfe des Freiburger Tourismus genutzt werden.

Auf diese Weise leistet die NRP einen Beitrag an die Entwicklung und die Bekanntheit unserer KMU und Kompetenzzentren sowie an die Entwicklung des Tourismus. Mit dieser Politik kann der Kanton Freiburg seinen Vorsprung im Lebensmittelbereich und im Bausektor festigen und in vielversprechende neue Gebiete investieren.

Die NRP ist also ein Instrument zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit, das bestens geeignet ist, die Dynamik zu steigern, Veränderungen zu ermöglichen, Akteure zu vernetzen und das Kantonsgebiet dank Zusammenarbeit nachhaltig zu entwickeln.

2. NRP-Mehrjahresprogramm 2016–2023 des Bundes

2.1. Ziele und Aufgaben

Die NRP verfolgt das Ziel, die Wettbewerbsfähigkeit der Berggebiete, des weiteren ländlichen Raums und der Grenzregionen zu stärken und auf diese Weise einen Beitrag zur Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen in diesen Gebieten zu leisten. Dies wird erreicht durch die Förderung des Unternehmertums, der Innovation und der Wertschöpfung. Als «Regionen» gelten zusammenhängende Gebiete ungeachtet der Gemeinde-, Kantons- und Landesgrenzen.

2.2. Akzentsetzungen des Programms 2016–2023 des Bundes

Inhaltlich berücksichtigt das Mehrjahresprogramm des Bundes für 2016 bis 2023 (MJP2) in erster Linie die Erfahrungen aus der Programmperiode 2008 bis 2015 sowie die politischen und wirtschaftlichen Entwicklungen der vergangenen Jahre. Im Folgenden werden die wichtigsten Akzentsetzungen aufgezeigt:

2.2.1. Fokus auf «Exportbasis»

Die NRP strebt ein auf Innovation und Produktivität beruhendes Wachstum an. Für die NRP als regionale Strukturpolitik liegt der Schlüssel zum Erfolg in der Erschliessung und Verteidigung von Marktanteilen auf expandierenden Märkten ausserhalb der Regionen.

Durch die Förderung von Innovation werden die gewünschten Produktivitätsfortschritte erwartet, die von zentraler Bedeutung sind, um den negativen Folgen eines starken Frankens entgegenwirken zu können.

2.2.2. Industrie

Trotz dem Risiko einer Deindustrialisierung der Schweizer Wirtschaft ist der Industriebereich nach wie vor ein zentraler Wirtschaftsmotor in den Zielgebieten der NRP. Er bleibt deshalb auch im MJP2 ein prioritärer Förderschwerpunkt. Die NRP kann Projekte mit folgenden Inhalten unterstützen: Wissenstransfer und Innovationsunterstützung, Qualifizierung der regionalen Arbeitskräfte, Entwicklung der unternehmerischen Vernetzung und Kooperation, Verlängerung der Wertschöpfungsketten sowie Sicherung und Realisierung von wertschöpfungsorientierten Infrastrukturen. Sie ergänzt subsidiär die Eigeninitiative der KMU und verbessert die Wettbewerbsfähigkeit der Regionen.

2.2.3. Tourismus

Dem Tourismus wird eine vorrangige Stellung eingeräumt, da er von wirtschaftlicher Bedeutung ist (sein Beitrag beläuft sich zurzeit auf beinahe eine Milliarde Franken) und die Branche vor wachsenden Herausforderungen steht. Der Staatsrat hat deshalb in Antwort auf das Postulat von Nadine Gobet und Yvan Hunziker (Postulat 2013-GC-79) den Freiburger Tourismusverband mit der Koordination einer Studie betraut, die zum Ziel hatte, die bestehenden Infrastrukturen zu prüfen, regionale Strategien zu definieren und Projekte zu identifizieren, die den Tourismus festigen und weiterentwickeln. Die Studie hat ergeben, dass die Ziele der Vision 2030 (d.h. ein wirtschaftlicher Beitrag des Freiburger Tourismus von 2 Milliarden Franken pro Jahr) innerhalb von fünfzehn Jahren immer noch realisierbar sind, sofern die Rahmenbedingungen für die touristische Entwicklung gewährleistet sind und die kantonalen, regionalen und lokalen politischen Instanzen sich dazu verpflichten, die Mittel zur Verfügung zu stellen, die für die finanzielle Unterstützung der vorrangigen Projekte benötigt werden.

Mit NRP-Mitteln werden strategisch positionierte Leistungserbringer und Destinationen mit marktgerechtem Profil gefördert, die innovative und wertschöpfungsorientierte Angebote schaffen und diese systematisch auf die Bedürfnisse der Kunden ausrichten. Die Modernisierung der Beherbergungswirtschaft, die Verstärkung der Qualitäts- und Produktentwicklung sowie die Optimierung der Strukturen sind die strategischen Stossrichtungen, die im Rahmen der NRP unterstützt werden.

3. Bilanz der ersten Phase der zweiten Programmperiode für den Kanton Freiburg

3.1. Umsetzung der kantonalen Strategie 2016–2019

Wie bereits im Zeitraum 2012–2015 wurden fast alle budgetierten Beträge aufgebraucht, was zeigt, dass die NRP inzwischen in der kantonalen Wirtschaft Fuss gefasst hat. Insgesamt haben 62 Projekte einen A-fonds-perdu-Beitrag und ein Projekt ein Darlehen erhalten.

In Bezug auf die Wirkungsmessung gibt es drei mögliche Fälle:

1. Die Indikatoren erlauben es, eine rasche und quantifizierbare Wirkung auf die Wirtschaft zu ermitteln. In diesem Fall werden die Indikatoren ins Projekt integriert und das Projekt wird auf seine Wirkung hin beurteilt. Derartige Fälle sind voraussichtlich in der Minderheit, verdienen aber besondere Beachtung wie etwa: das Murten Licht-Festival oder Fri Up.
2. Der wirtschaftliche Einfluss stellt sich mit zeitlicher Verzögerung ein. Der Einfluss des Projekts auf das BIP ist nicht quantifizierbar, wie etwa bei Gemeinschaftsprojekten oder Platinn.
3. Der wirtschaftliche Einfluss ist indirekt oder wird herbeigeführt. Das NRP-Projekt eröffnet eine neue Möglichkeit oder räumt ein Hindernis aus dem Weg, ist aber nicht entscheidend dafür, ob im weiteren Verlauf ein wirtschaftliches Resultat erzielt wird. Dies ist namentlich der Fall bei Raumplanungsstudien oder allgemein bei Machbarkeitsstudien.

Alle NRP-Projekte des Zeitraums 2016–2019 haben eigene Leistungsindikatoren erhalten.

3.1.1. Bereich Geschäftsinnovation

Gemeinschaftsprojekte

13 Gemeinschaftsprojekte haben es ermöglicht, 55 Unternehmen des Kantons mit den akademischen Akteuren zusammenzuführen. Ziel dieser Gemeinschaftsprojekte ist es, mehrere Unternehmen des Kantons zusammen mit einem akademischen Partner, dazu zählen hauptsächlich die Institute der HTA-FR, rund um eine Fragestellung zu versammeln. Dank diesen Projekten konnten sich die Projektpartner neue Kompetenzen auf verschiedenen Gebieten aneignen und so ihre Wettbewerbsfähigkeit für die Zukunft stärken.

INNOSQUARE und thematische Cluster

Die Aufgabe von INNOSQUARE ist es, die Interaktionen zwischen den Unternehmen, den öffentlichen und privaten Körperschaften, den Hochschulen und den Forschungszentren und instituten zu fördern, um auf die spezifischen Bedürfnisse der Unternehmen im Bereich Forschung und Innovation einzugehen. Zu diesem Zweck kurbelte der Verein die Aktivitäten

der Kompetenzzentren und Cluster an. Zudem entwickelte und unterstützte er diese. Ein Cluster ist in der Wirtschaft eine räumliche Zusammenballung von mehreren Betrieben, Zulieferern und akademischen Institutionen auf einem bestimmten Gebiet, die aufgrund von Liefer- und Wettbewerbsbeziehungen miteinander in Kontakt stehen. INNOSQUARE hat Erfahrung in der Errichtung und Verwaltung von F&E-Arbeitsgemeinschaften gesammelt, die dem Verein in der kommenden Phase 2020–2023 sehr nützlich sein wird.

Die in dieser Phase unterstützten thematischen Cluster sind der Swiss Plastics Cluster, der Building Innovation Cluster und der Cluster Food & Nutrition. Den Clustern ist es bisher sehr gut gelungen, ihren Mitgliederbestand aufzubauen und rund um potenzielle Themen zu versammeln. Künftig müssen sie unbedingt eine wichtigere Rolle bei der Begleitung von Gemeinschaftsprojekten spielen, die es den Unternehmen erlauben, ihre Wettbewerbsfähigkeit dank marktfähiger Produkte zu steigern.

Fri Up

Das Coaching und die Gründerzentren für Jungunternehmen und Start-ups des Kantons sind vom Verein Fri Up kräftig unterstützt wurden. Im Zeitraum 2016–2019 hat der Start-up-Support über 950 Gespräche geführt, die Gründung von 240 Start-ups unterstützt und 45 Start-ups für ein vertieftes und massgeschneidertes Coaching ausgewählt. Wie die thematischen Cluster werden auch diese Aktivitäten im Zeitraum 2020–2023 weiter gefördert.

Der Verein Fri Up hat 2016 sein Geschäftsmodell und seine Organisation zusammen mit der Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg überarbeitet, um sich auf die Unterstützung von Unternehmensgründungen, die Begleitung von Start-ups und die Förderung des Unternehmergeists zu konzentrieren. Dank dieser neuen Dynamik verzeichnete die Tätigkeit von Fri Up im Zeitraum 2016–2019 einen starken Anstieg:

- > Im Jahr 2018 hat der Verein **über 300 Unternehmen beraten**, was einer Zunahme von über 110% gegenüber 2016 entspricht.
- > Von 2016 bis Ende 2019 hat er insgesamt etwa **45 Projekte begleitet**.

Das von Fri Up angebotene Förderprogramm geht inzwischen viel weiter als ein herkömmliches, einfaches Coaching. Fri Up erleichtert insbesondere den Zugang zu Infrastrukturen, Labors, Kompetenzzentren und Finanzierungseinrichtungen, mit denen der Verein eine solide Partnerschaft aufgebaut hat.

Fri Up hat **über 1000 Stunden für die Förderung des Unternehmergeists aufgewendet**, dies in Form von Aktionen wie Unternehmensgründungs-Workshops, Vorträgen an den Berufsfachschulen, den Hochschulen und der Universität sowie mit der Teilnahme an lokalen und nationalen Veranstaltungen.

Neue thematische Projekte

Zwei wichtige Themen wurden von zwei Projekten aufgegriffen:

> **Kompetenzzentrum für automatisierte Mobilität**

Schaffung einer Plattform, die das Know-how im Bereich der automatisierten Mobilität auf Strasse und Schiene zusammenführt, sowie Entwicklung eines Kompetenzzentrums für automatisierte Mobilität und eines Schweizer Homologierungszentrums, die die beiden sichtbaren Institutionen dieser Plattform sein werden.

Das Homologierungszentrum hat zum Ziel, auf den Bedarf nach einem Homologierungsverfahren einzugehen, mit dem geprüft werden kann, ob ein autonomes Fahrzeug den Sicherheitsvorschriften für einen verantwortungsvollen und nachhaltigen Einsatz in der Schweiz entspricht. Das Zentrum will verschiedene Fahrzeugtypen prüfen können (private und öffentliche Strassen- und Schienenfahrzeuge und vielleicht auch Drohnen).

Das Zentrum wird nicht ohne bedeutende Anstrengungen in der integrierten interdisziplinären Forschung gegründet werden können. Die Forschung bezweckt, das erforderliche Wissen für die Festlegung und Durchführung des Homologierungsverfahrens und das Know-how über die technische Ausstattung und die verbundenen Technologien aufzubauen. Auf diesen hochspezialisierten Forschungsbedarf will das **Kompetenzzentrum über automatisierte Mobilität** eingehen.

> **Agri&Co Challenge**

Der Kanton Freiburg nimmt im Lebensmittelbereich landesweit eine Führungsposition ein. Deshalb hat er die Agri&Co Challenge gestartet. Dabei handelt es sich um einen internationalen Projektauftrag in den Bereichen Lebensmittel, Landwirtschaft und Biomasse. Mit Hilfe der Agri&Co Challenge wollte der Kanton seine Führungsposition nutzen, um eine aktive Rolle auf internationaler Ebene zu spielen.

Resultat: 500 interessierte Unternehmen und 154 eingereichte Dossiers von Unternehmen aus 53 Ländern.

3.1.2. Bereich Territoriale Innovation

Im Bereich **Territoriale Innovation** wurden mehrere Studien zu Arbeitszonen finanziell unterstützt und zwar insbesondere:

- > die territoriale Wirtschaftsstudie über die Arbeitszonen der Agglomeration Freiburg;
- > ein Konzept für das Arbeitszonenmanagement im Sensebezirk.

Letzteres ist von besonderer Bedeutung, denn die Studie soll zeigen, welches das beste Führungsmodell für Arbeitszonen ist. Ziel ist es, dieses Modell dann in den anderen funktionalen Räumen ebenfalls anzuwenden.

Im Kapitel «innovative Nutzung von Arbeitszonen» wurde am Standort von blueFACTORY ein Projekt in Zusammenarbeit mit der SINEF unterstützt. Das Projekt mit der Bezeichnung **Sponge City** bezweckt die Entwicklung eines hybriden Wassermanagementsystems für eine Mischzone (Arbeits- und Wohnzone).

3.1.3. Bereich Touristische Innovation

Im Bereich **Touristische Innovation** wurden die gesamten für A-fonds-perdu-Beiträge budgetierten Mittel aufgebraucht.

Was die Vereinfachung der touristischen Organisationen betrifft, wurde eine Studie durchgeführt, um für jeden Bezirk zu bestimmen, welchen Beitrag der Tourismus an die Gesamtwirtschaft leistet. Zudem wurde eine Studie zur Verstärkung der Aktivitäten in den Voralpendestinationen durchgeführt (Voralpen 2030).

Mehrere Projekte zur Aufwertung der touristischen Attraktionen Freiburgs wurden gestartet, darunter:

- > eine Machbarkeitsstudie für ein Freilichtmuseum in Estavayer sowie dessen Planungsphase;
- > Themenwege mit erweiterter Realität rund um den Greizersee – *Novi lé*;
- > die Plattform für Tourismusangebote durch Einwohner dzin.ch;
- > die Entwicklung einer Strategie für touristische Produkte und Aktivitäten rund um das gebaute Erbe der Stadt Freiburg (Freiburg DNA 1606).

Zudem wird im Zeitraum 2020–2023 eine neue Grossveranstaltung in der Stadt Freiburg entwickelt und zwar die *Internationale Fonduehauptstadt*, die im November 2020 das Freiburger Stadtzentrum prägen wird. Insgesamt wurden 21 Projekte im Bereich der touristischen Innovation gestartet.

Trotz der Senkung des Zinssatzes auf 0% hielt sich das Interesse der Projektträger an **Darlehen** in Grenzen. Im Bereich **Touristische Innovation** wurde ein Projekt unterstützt. Es handelt sich um das Projekt *Berra Bike Park*. Dem ist anzufügen, dass sich in diesem Zeitraum die Zahl der Tourismusprojekte mit einem grossen Mittelbedarf in Grenzen gehalten hat.

Der Tourismusförderungsfonds (TFF), der eine bessere Bekanntheit geniesst (Zinskostenbeiträge während mehreren Jahren), und die immer noch sehr vorteilhaften Kreditbedingungen bei den Finanzinstituten sind ebenfalls ein Grund dafür, dass potenzielle Investoren ohne die Mittel der NRP auskommen.

Für das nächste KUP könnten Darlehen für zwei Projekte beantragt werden. Eines ist das Projekt «Maison du jambon de la borne», für das bereits eine Machbarkeitsstudie mit NRP-Mitteln unterstützt wurde. Das andere Projekt ist der künftige Besucherparcours im Maison du Gruyère, der durch einen Abschnitt zur Besichtigung des Käsekellers erweitert wird.

3.2. Interkantonale und grenzüberschreitende Strategie

Im Rahmen der interkantonalen Strategie des KUP 2016–2019 des Kantons Freiburg wurden alle A-fonds-perdu-Beiträge des Bundes und des Kantons für die vier Fachplattformen des Regionalen Innovationssystems der Westschweiz (RIS-SO) und für die Netzwerke Platinn und Alliance zur Unterstützung von Unternehmen aufgewendet.

Was die Teilnahme am Programm Interreg für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit betrifft, wurden Beiträge an Projekte geleistet, die darauf abzielten, die Tourismusakteure miteinander zu vernetzen (TRANSFRONTOUR – **touristische Innovation**) oder Abfälle und Nebenprodukte des Holzsektors zu verwerten (SylvO – **Geschäftsinnovation**). Ebenfalls einen Beitrag erhielt das Projekt AlpLinkBioEco (**Geschäftsinnovation**), das vom Plastics Innovation Competence Center getragen wird. Auch diese Projekte haben zur Umsetzung der Ziele des KUP 2016–2019 beigetragen. Alle interkantonalen und grenzüberschreitenden Projekte, die ausgearbeitet wurden, standen im Einklang mit den Zielen des KUP 2016–2019.

3.3. Zusammenarbeit mit den Regionen und Vernetzung der Akteure

Die Plattform der Regionen Innoreg FR (von der Oberamtmännerkonferenz im Jahr 2009 gegründeter Verein) lanciert Projekte und unterstützt zahlreiche Projektträger bei der Ausarbeitung ihres Gesuchsdossiers für NRP-Beiträge. Wie in der vorangehenden Umsetzungsphase ist es Innoreg FR in Zusammenarbeit mit der Wirtschaftsförderung gelungen, der NRP in den Regionen des Kantons Freiburg mehr Dynamik zu verleihen. Nach dem Rücktritt der Koordinatorin im Oktober 2017 ist die Organisation während knapp einem Jahr inaktiv geblieben. Mit der Anstellung eines neuen Koordinators Anfang September 2018 konnte Innoreg FR wieder aktiv werden.

Die verschiedenen Akteure im Kanton wurden über die Möglichkeiten informiert, die diese Plattform bietet, was immer noch Wirkung zeigt. Die Regionalverbände haben dank der NRP ihre Position als zentrale Akteure gefestigt. Die aktive Bodenpolitik, die Raumplanung, die Geschäftsinnovation und der Tourismus sind alles Gebiete, die dank der Koordinierung der Regionalverbände den Mehrwert schaffen, den die Regionen für ihre Wettbewerbsfähigkeit benötigen.

Innoreg FR stärkt die Zusammenarbeit der Regionen, denn der Verein übernimmt eine sehr aktive Rolle bei der Identifizierung von Projekten und führt die verschiedenen von der NRP betroffenen Akteure zusammen.

Auch für das nächste KUP wird Innoreg FR als Motor für die Regionen dienen und so die Zusammenarbeit zwischen den Regionen und den Dienststellen des Kantons fortsetzen. Ausserdem wird die Kommunikation gegenüber den potenziellen Trägern von NRP-Projekten verstärkt und Innoreg FR

wird bei der Entwicklung dieser Kommunikation eine wichtige Rolle spielen.

Indikatoren 2016–2019: 20 mit NRP-Mitteln unterstützte Projekte, 75 Auskunftsanfragen, 45 begleitete Projekte

3.4. Anzahl realisierter Projekte

Die untenstehende Tabelle bietet einen Überblick über die Anzahl im Zeitraum 2016/2019 genehmigter Projekte und zeigt, in welchem Bereich der kantonalen Strategie sie angesiedelt sind:

Bereich	Kantonale Strategie	Interkantonale Strategie	Grenzüberschreitende Zusammenarbeit	Total
	Anz. Projekte	Anz. Projekte	Anz. Projekte	
Geschäftsinnovation	21	9	5	35
Territoriale Innovation	5	1	0	6
Plattform der Regionen	1	0	0	1
Touristische Innovation	19	1	1	21
Total	46	11	6	63

3.5. Verwendung des Verpflichtungskredits

Das kantonale Umsetzungsprogramm zur neuen Regionalpolitik 2016–2019 umfasste, wie weiter oben dargelegt, drei strategische Bereiche: den kantonalen, den interkantonalen und den grenzüberschreitenden Bereich. Der Kanton hat für das NRP-Programm 1,35-mal mehr Mittel als der Bund bereitgestellt.

Die untenstehenden Tabellen zeigen die Verwendung des Verpflichtungskredits im Zeitraum 2016–2019.

Abb: Verwendung der A-fonds-perdu-Beiträge – Zeitraum 2016–2019

Bereich	Total NRP-Budget	Zugesprochene Beträge	Zugesprochene Beträge in%
Kantonale Strategie	9 926 000	9 564 264	96
Interkantonale Strategie	3 509 000	3 095 302	88
Grenzüberschreitende Strategie	900 000	900 000	100
Total	14 335 000	13 559 566	95

Abb: Verwendung der rückzahlbaren Darlehen

Bereich	Total NRP-Budget	Zugesprochene Beträge	Zugesprochene Beträge in%
Territoriale Innovation	7 600 000	0.–	0%
Touristische Innovation	4 000 000	203 680.–	5%
Total	11 600 000		

3.6. Kritische Analyse der Phase 2016–2019

3.6.1. Anerkennung des Nutzens von Gemeinschaftsprojekten

Gemeinschaftsprojekte werden mindestens von drei, mehrheitlich Freiburger Unternehmen und mindestens einem akademischen Partner getragen und bezwecken die Lösung einer vorwettbewerblichen und innovativen Fragestellung. Ein Gemeinschaftsprojekt dient den Unternehmen dazu, Technologien und Prozesse zu validieren, Kompetenzen zu erwerben, neue Marktangebote zu entwickeln und neue Kunden zu gewinnen. Der akademische Partner kann an anwendungsorientierten Forschungsprojekten arbeiten und sein Wissen in den Dienst der Unternehmen stellen. Ein derartiger Innovationsprozess mündet also in eine Win-Win-Situation.

Ziel 2020–2023: Wichtige Projekte, die den Kanton Freiburg im Bereich der Innovation herausragen lassen, weiterhin unterstützen, und zwar insbesondere über die Entwicklung von Gemeinschaftsprojekten und die Innovationsförderung in den Unternehmen durch den Verein INNOSQUARE.

3.6.2. Alle strategischen Stossrichtungen konnten unterstützt werden

Wie in der vorangehenden Umsetzungsphase konnten in der Phase 2016–2019 alle im kantonalen Umsetzungsprogramm vorgesehenen Bereiche entwickelt und unterstützt werden. Auch die bereitgestellten Mittel wurden weitgehend aufgebraucht. Eine grosse Zahl von Projekten (63) wurde der Wirtschaftsförderung vorgelegt und ihre Verteilung auf das Kantonsgebiet war sehr ausgeglichen. Zu den wichtigsten Auswirkungen des Umsetzungsprogramms in den vergangenen Jahren zählt der positive Einfluss auf die Vernetzung der Akteure, die neue Formen der Zusammenarbeit gefunden haben.

Ziel 2020–2023: In den beiden vorgesehenen Programmbereichen Projekte entwickeln, die auf den drei strategischen Handlungssachsen liegen.

3.6.3. Genauere Festlegung der Projektziele

Allgemein wurde festgestellt, dass es schwierig ist, ein gutes Gleichgewicht zwischen Projektbegleitung und Ergebniskontrolle zu finden. Es ist in der Tat manchmal nicht einfach, ein Projekt aufzustellen, das mit dem kantonalen Umsetzungsprogramm (KUP) vereinbar ist und die Kriterien für die Gewährung von NRP-Beiträgen erfüllt. Viele Projektträger müssen in diesem Bereich unterstützt werden. Deshalb wurde für den Zeitraum 2020–2023 beschlossen, das Wirkungsmodell beizubehalten und es verstärkt als Führungs- und Controlling-Instrument einzusetzen, sobald ein Projekt eingereicht wird (es beinhaltet die verfolgten Ziele, die geförderten Dienstleistungen, die erwartete Wirkung für die Zielgruppen in den verschiedenen Regionen und die geeigneten

Indikatoren). Dieser Ansatz erlaubt es, die Projektträger zu sensibilisieren, und stellt ein wichtiges Element für die spätere Beurteilung des Projekts und seiner Ergebnisse dar.

Ziel 2020–2023: Die Wirtschaftsindikatoren weiterhin ab der Planung in die Projekte integrieren, um deren Wirkung beurteilen zu können.

4. Kantonales Umsetzungsprogramm (KUP) 2020–2023

Das Ziel des KUP 2020–2023 ist es, weiterhin zur Umsetzung der kantonalen Innovationsstrategie beizutragen. Diese Strategie bedeutet insbesondere, dass das gebietseigene Kapital des Kantons konsolidiert und genutzt wird und dass Synergien mit den angrenzenden Kantonen entwickelt werden, damit die Instrumente der NRP eine höhere Wirkung erzielen.

Die Strategie des Kantons zielt langfristig darauf ab, die Attraktivität, die Wettbewerbsfähigkeit und das BIP pro Kopf zu steigern, indem ein nachhaltiges und qualitatives Wachstum begünstigt wird.

Das Umsetzungsprogramm umfasst weiterhin die drei Aktionsbereiche der NRP: den kantonalen, den interkantonalen und den grenzüberschreitenden Bereich. Die kantonale Strategie bildet den Kern des KUP 2020–2023 und wird direkt durch den Kanton Freiburg umgesetzt, während die interkantonale und die grenzüberschreitende Strategie unter der Verantwortung der VDK-WS (Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz der Westschweiz) und des Vereins «arcjurassien.ch» (für die Interreg-Programme mit Frankreich) stehen.

Das vollständige kantonale Umsetzungsprogramm 2020–2023 ist auf der Website der Wirtschaftsförderung abrufbar¹.

4.1. Kantonale Strategie

Die kantonale Strategie, die zusammen mit den Akteuren der Regionalpolitik aufgestellt wurde, stellt den Kern des KUP dar. Der Grossteil der finanziellen Beiträge für den Zeitraum 2020–2023 ist für die Umsetzung dieser Strategie bestimmt. Die Fortsetzung der Zusammenarbeit mit dem Forschungszentrum für Wettbewerbsfähigkeit der Universität Freiburg hat es ermöglicht, die kantonale Strategie zu festigen, die sich auf drei vorrangige Handlungssachsen konzentriert:

- > Lebensmittelbereich und Biowirtschaft
- > Digitale Verankerung
- > Smart Territory

Diese Gebiete weisen angesichts des laufenden Strukturwandels und seiner Auswirkungen auf die Entwicklung der digitalen Gesellschaft ein enormes Potenzial auf. Beim Tourismus stützt sich die Strategie auf die Entwicklungsstrategie

¹ www.promfr.ch

für den Freiburger Tourismus «Vision 2030» sowie auf die Grundsätze des neuen kantonalen Richtplans.

Die allgemeinen Ziele des kantonalen NRP-Umsetzungsprogramms 2020–2023 knüpfen an die strategischen Leitlinien für den Zeitraum 2016–2019 an. Dank den gesammelten Erfahrungen und einem besser definierten strategischen Rahmen war es möglich, ein Umsetzungsprogramm aufzustellen, das klar die Absicht des Kantons Freiburg zeigt, sein Innovationssystem auch auf die interkantonalen Programme und Projekte (VDK-WS, HSR usw.) und die Programme Interreg A und B anzuwenden, um seine Attraktivität zu steigern. Er setzt hierfür auf eine Strategie, die auf die Aufwertung seines territorialen Kapitals abzielt. Sie beinhaltet die folgenden Aktionen, die in zwei thematische Bereiche eingeteilt sind:

4.1.1. Wertschöpfungssystem Industrie und seine strategischen Handlungsachsen

Der Bereich Industrie ist auf die Innovationsförderung in den Unternehmen (**Gemeinschaftsprojekte, INNOSQUARE**), das Coaching von Start-ups (**Fri Up**) und die Entwicklung von innovativen Projekten auf den strategischen Handlungsachsen ausgerichtet. Mit diesem Bereich wird also eine Politik umgesetzt, die auf die Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit und die Schaffung von qualifizierten und hochqualifizierten Arbeitsplätzen im Kanton abzielt. Um dies zu erreichen, soll die Zusammenarbeit zwischen den Hochschulen und den Unternehmen verstärkt und die Vernetzung der wirtschaftlichen Akteure gefördert werden. Die gemeinsamen Forschungsprojekte von Unternehmen (Gemeinschaftsprojekte) bleiben im Rahmen der kantonalen Strategie ein unerlässliches Instrument, das die Entstehung innovativer Ideen in den thematischen Bereichen fördert, die vom Staat Freiburg unterstützt werden.¹

Auf diese Weise soll ein wirtschaftlich günstiges Klima geschaffen werden, das dem Kanton Freiburg Wohlstand bringt und seine Bekanntheit steigert, damit er sich nachhaltig entwickelt und die gesamte Bevölkerung davon profitiert.

Die drei strategischen Handlungsachsen für den Bereich Industrie

Landwirtschaft und Lebensmittelsektor

Der Kanton Freiburg verfügt über ein grosses Potenzial im Bereich der Biowirtschaft (insbesondere Nutzung der Biomasse) und der Lebensmittelindustrie. Der Lebensmittelsek-

tor stellt in der Tat einen der beiden wichtigsten Pfeiler der Freiburger Wirtschaft dar. Die wirtschaftliche Bedeutung des Lebensmittelsektors und seine tiefe Verwurzelung im Kanton bieten im aktuellen Kontext interessante Entwicklungsmöglichkeiten. Diese strategische Handlungsachse soll Projekte ermöglichen, die:

- > die Wettbewerbsfähigkeit und die Innovation steigern, damit der Kanton eine Führungsposition im Lebensmittelsektor einnimmt;
- > die wirtschaftliche Entwicklung und neue Ansiedlungen fördern.

Die Führungsposition des Kantons wird zudem gestärkt durch:

- > die starke Präsenz von Agroscope in Posieux, das die Forschungsaktivitäten in den Bereichen Produktionssysteme Tiere und Tiergesundheit sowie mikrobielle Systeme von Lebensmitteln verstärkt;
- > die Einführung einer Strategie im Lebensmittelbereich;
- > die Entwicklung des AgriCo-Campus, der hauptsächlich den Unternehmen im Bereich Landwirtschaft, Ernährung und Biomasse gewidmet ist.

Digitale Verankerung

Die Herausforderung liegt darin, den digitalen Wandel im Kanton zu nutzen, um die Produktivität zu steigern. Deshalb müssen die Innovationsfähigkeit, die Kompetenzen und die Geschäftsanwendungen in den Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) gestärkt werden. Denn die IKT sind für die Digitalisierung von grundlegender Bedeutung. Diese strategische Handlungsachse soll Projekte ermöglichen, die:

- > Neues im Bereich der digitalen Technologien (Internet der Dinge und künstliche Intelligenz) schaffen;
- > Kompetenzen und Know-how in digitalen Technologien weitergeben;
- > die physischen und digitalen Infrastrukturen des Kantons auf den neusten Stand bringen.

Smart Territory (Economy, People, Environment, Living, Mobility, Governance)

Das Konzept des Smart Territory (intelligentes Gebiet) zielt auf eine nachhaltige Entwicklung von Städten ab und nutzt dafür die Chancen und Herausforderungen des digitalen Wandels. Damit werden der wirtschaftliche Wohlstand, das Wohlbefinden der Einwohnerinnen und Einwohner sowie der sorgfältige Umgang mit natürlichen Ressourcen unter Verwendung der neuen Technologien angestrebt. Das Konzept beinhaltet sechs Dimensionen: Smart Governance, Smart Economy, Smart Mobility, Smart Living und Smart People. Diese strategische Handlungsachse soll Projekte ermöglichen, die

¹ Gemeinschaftsprojekte bezwecken die Lösung einer vorwettbewerblichen und innovativen Fragestellung mehrerer Unternehmen mit der Unterstützung von mindestens einem Forschungsinstitut. Nach Abschluss des Projekts können alle beteiligten Unternehmen die erhaltenen Resultate nutzen. Die am Projekt beteiligten Unternehmen können eine Wertschöpfungskette bilden, die eine gemeinsame Dienstleistung oder ein gemeinsames Produkt hervorbringt.

- > den digitalen Graben zwischen den Regionen des Kantons reduzieren;
- > den Wert des «territorialen Kapitals» des Kantons Freiburg steigern;
- > die Innovation in den Unternehmen fördern, um Produkte und Dienstleistungen zu entwickeln

4.1.2. Wertschöpfungssystem Tourismus

Das Gesamtziel der Freiburger Tourismusstrategie – «Vision 2030» – ist es, das Natur- und Kulturerbe des Kantons und die typischen Merkmale seiner drei geografischen Regionen (Voralpen, Städte, Seen) touristisch zu nutzen. Der Kanton Freiburg verfügt dank der Vielfalt und der Dichte von möglichen touristischen Attraktionen noch über ein grosses brachliegendes Tourismuspotenzial. Die Vielfalt und Verschiedenartigkeit der touristischen Infrastrukturen auf dem Kantonsgebiet gibt den touristischen Akteuren die Möglichkeit, innovativ zu sein und das Tourismusangebot stets neu zu erfinden. In diesem Sinne entwickelt sich die touristische Innovation zu einem wichtigen Faktor für die Nutzung des gebietseigenen Kapitals und kann indirekt über die von ihr ausgelösten Investitionen einen messbaren Einfluss auf das kantonale BIP entfalten.

Angesichts dieser Herausforderungen sieht die kantonale Tourismusstrategie für die Jahre 2020–2023 vor, dass in erster Linie die **Entwicklung der Tourismusinfrastrukturen** unterstützt, die **touristischen Strukturen vereinfacht** und die **Stärken des Freiburger Tourismus** genutzt werden. Die NRP wird also zur Steigerung der Wertschöpfung durch die Tourismusbranche im Kanton beitragen. Die drei strategischen Handlungsachsen

- > sind Bestandteil der Vision 2030 für den Freiburger Tourismus;
- > tragen dazu bei, die Wertschöpfung und die von der Branche erwirtschafteten Erträge zu steigern;
- > fördern die Innovation und die Tätigkeiten mit hoher Wertschöpfung;
- > steigern den Innovationsgeist und den Unternehmergeist.

Die drei strategischen Handlungsachsen für den Tourismus

Entwicklung der Tourismusinfrastrukturen

Die Entwicklung der Tourismusinfrastrukturen zielt darauf ab, die Hotelleriebranche und die Infrastrukturen zu modernisieren, damit der Empfang und der Aufenthalt der Gäste qualitativ stetig verbessert werden kann. Die NRP wird zusammen mit dem Tourismusförderungsfonds Infrastrukturprojekte unterstützen, die für die regionale und überregionale Entwicklung des Tourismus von vorrangiger Bedeutung sind, und zwar durch

- > die Finanzierung von Machbarkeitsstudien und Planungsphasen für touristische Infrastrukturen
- > die Vergabe von Darlehen für den Bau von touristischen Infrastrukturprojekten

Vereinfachung der touristischen Strukturen

Die Vereinfachung der touristischen Strukturen hat zum Ziel, die Strukturreform der Tourismusorganisationen zu unterstützen. Die Massnahmen, die in diesem Rahmen unterstützt werden, ermuntern die Dienstleistungserbringer, sich noch besser zu vernetzen, die Angebote miteinander abzusprechen und Synergien zu nutzen. Die Entwicklung neuer Informationsbeschaffungsmethoden und die Digitalisierung sollen die Entwicklung von touristischen Angeboten ermöglichen, die auf die Bedürfnisse der Kunden zugeschnitten sind. Die NRP fördert somit

- > die Entwicklung neuer Informationsbeschaffungsmethoden für Touristen (Infostellen, Tourist Angels)
- > Leistungen zur Unterstützung von touristischen Projektträgern und Beherbergungsdienstleistern (Unternehmercoaching/Hospitality Manager)

Nutzung der Stärken des Freiburger Tourismus

Um mehr Gäste anzulocken, müssen die touristischen Trümpfe der Region besser genutzt werden. Die NRP kann die Entwicklung neuer regionaler und überregionaler Produkte unterstützen, die auf die aktuellen Bedürfnisse der Gäste eingehen. Die Regionen des Kantons Freiburg haben zusammen mit den regionalen Tourismusorganisationen und dem FTV Überlegungen angestellt, um mögliche Projekte zu bestimmen, die auf kantonaler und regionaler Ebene umgesetzt werden könnten:

- > Entwicklung innovativer Tourismusprodukte in Verbindung mit den regionalen Produkten oder dem kulturellen/natürlichen Erbe
- > Entwicklung neuer Aktivitäten in Verbindung mit den touristischen Strategien
- > Innovation bei den Tourismusprodukten (Digitalisierung)

Neues Gesetz über den Tourismus

Im Jahr 2019 hat die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) mit dem Freiburger Tourismusverband (FTV) die Totalrevision des kantonalen Tourismusgesetzes (TG; SGF 951.1) begonnen.

Diese Gesetzesrevision zielt darauf ab, die Organisation und die Strukturen der Freiburger Tourismusförderung zu vereinfachen sowie die verschiedenen Arten von Aufenthaltstaxen und ihr Inkasso zu harmonisieren. Die Gesetzesrevision bietet zudem die Gelegenheit, die Arten von Finanzhilfen und die Modalitäten zu überdenken, nach denen die Hilfen den touristischen Akteuren und für die Erneuerung der von ihnen betriebenen Infrastrukturen über den Tourismusförderungsfonds (TFF) gewährt werden. Das neue Gesetz wird

auch die jüngsten Entwicklungen hinsichtlich des touristischen Angebots berücksichtigen, indem es die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen für die Regulierung neuer Aktivitäten festlegt (z. B. die Plattformen für die Online-Reservation und Vermietung von touristischen Unterkünften).

4.1.3. Zusammenarbeit mit den Regionen

Für die Umsetzung der kantonalen Strategie wird der Kanton wie in der ersten Phase via Innoreg FR mit den Regionen zusammenarbeiten, um Projekte zu identifizieren und die Erstellung von NRP-Antragsdossiers zu unterstützen. Zu diesem Zweck wird eine neue Leistungsvereinbarung abgeschlossen.

Der Verein Innoreg FR als Plattform der Regionen für die Umsetzung der NRP erlaubt es, die Zusammenarbeit der Regionen im Bereich NRP zu fördern. Innoreg FR übernimmt eine aktive Rolle bei der Identifizierung von Projekten und führt die verschiedenen von der NRP betroffenen Akteure zusammen. Der Verein arbeitet bei der Umsetzung der NRP eng mit der Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg (WIF) zusammen. Der Verein Innoreg FR hat folgende Aufgaben:

- > Projekte zusammen mit den Regionen und den Freiburger Wirtschafts- und Tourismusakteuren starten.
- > Projektträger bei der Ausarbeitung des NRP-Antragsdossiers beraten und unterstützen.
- > Potenzielle Projektträger über die Möglichkeiten, Instrumente und Verfahren der NRP informieren.
- > Mit den Regionen und der WIF zusammenarbeiten und die Verbindung zwischen ihnen herstellen.

4.2. Programm RIS-SO der Volkswirtschaftsdirektorenkonferenz der Westschweiz

4.2.1. VDK-WS

Die Innovationsförderung in den Regionen ist für den Bund von vorrangiger Bedeutung. Die regionalen Innovationssysteme (RIS) im Sinne der NRP beziehen sich auf funktionale (von den Kantonsgrenzen unabhängige) Wirtschaftsräume, die über die für Innovationsprozesse wesentliche Triple Helix verfügen: Unternehmen, Hochschulen und öffentliche Hand. Über das interkantonale NRP-Programm will das RIS-SO:

- > das Wachstum des regionalen BIP ankurbeln;
- > den Anteil der Beschäftigten in den innovativen Sektoren steigern;
- > das Image der Region verbessern und die sektorielle Wirtschaftsförderung harmonisieren;
- > eine zuverlässige und effiziente Zusammenarbeit zwischen den Kantonen sicherstellen;
- > die Zusammenarbeit zwischen den Hochschulen und der Wirtschaft fördern.

Das RIS-SO setzt sich aus vier Plattformen und zwei Organisationen für Coaching-Dienstleistungen zusammen. Daneben dient die Plattform matchINVEST ebenfalls dazu, innovative Unternehmen bei der Suche nach finanziellen Mitteln zu unterstützen und sie mit Investoren in Kontakt zu setzen.

- > **Alp ICT** widmet sich dem Wissenstransfer im Bereich der Informations- und Kommunikationstechnologien.
- > **BioAlps** widmet sich dem Wissenstransfer im Bereich der Life Sciences.
- > **Cleantech Alps** widmet sich der Förderung von sauberen Technologien.
- > **Micronarc** widmet sich der Förderung der Mikro- und Nanotechnologien.
- > **Platinn** zielt darauf ab, die Innovationsfähigkeit der Unternehmen im Bereich der Geschäftsinnovation zu entwickeln.
- > **Alliance** zielt darauf ab, F&E-Projekte zwischen den Unternehmen und den Hochschulen der Westschweiz zu entwickeln.

Der Kanton Freiburg hat beschlossen, die Zusammenarbeit im Rahmen der VDK-WS fortzusetzen. Er hat allerdings verlangt, dass die Ziele und die – inzwischen gesenkten – Kosten transparenter kommuniziert werden. Für die Umsetzungsphase 2020–2023 haben die politischen Instanzen der VDK-WS beschlossen, die Programmvereinbarung direkt mit dem SECO abzuschliessen. Der Kontakt mit dem Bund wird wie bisher vom Kanton Waadt sichergestellt.

4.2.2. Hauptstadtregion Schweiz (HSR) und bikantonale Projekte

Der Verein Hauptstadtregion Schweiz (HSR) wurde Ende 2010 gegründet. Seine Mitglieder sind die Kantone Bern, Neuenburg, Freiburg, Solothurn und Wallis sowie mehrere Städte, Gemeinden und regionale Organisationen in diesen Kantonen. Die thematischen Schwerpunkte decken sich bestens mit der kantonalen Strategie, denn sie

- > unterstützen den Cluster Food&Nutrition (HSR);
- > unterstützen die Projekte Smart Capital Region und Gesundheitsstandort (HSR);
- > fördern die Entwicklung von Projekten auf dem Gebiet der HSR.

4.2.3. Programm Interreg V

Das Programm INTERREG V ist ein Programm für die europäische territoriale Zusammenarbeit, an dem sich die Schweiz seit 1995 beteiligt. INTERREG erlaubt es den lokalen Akteuren, an Projekten mit Akteuren aus der EU teilzunehmen. Im Rahmen des Programms Interreg V möchte sich der Kanton Freiburg gegenüber seinen europäischen Nachbarn öffnen, indem er sich gezielt an Projekten beteiligt, die die Innovation in der Wirtschaft und im Tourismus betref-

fen. Der Kanton möchte nur Projekte finanziell unterstützen, die einen Beitrag an die Ziele der kantonalen Strategie leisten. Dies bedeutet, dass die Projekte mit der NRP und dem kantonalen Umsetzungsprogramm vereinbar sein müssen.

Der Kanton Freiburg beteiligt sich an zwei Abteilungen des Programms INTERREG und zwar an INTERREG A für grenzüberschreitende Projekte und an INTERREG B für die transnationale Zusammenarbeit. Der Staat unterstützt Projekte mit der Ausrichtung INTERREG A und B, die mit den Zielen des KUP übereinstimmen. Er arbeitet aktiv mit der Westschweizer Interreg-Koordination und dem Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) zusammen.

- > Förderung der Zusammenarbeit mit benachbarten Grenzregionen (INTERREG A)
- > Förderung der Zusammenarbeit im Rahmen von europäischen Grossregionen (INTERREG B)

4.3. Programm für die Bergregionen

Für den Zeitraum 2020–2023 soll die NRP das Gewicht auf die Bergregionen legen. Dieser Entscheid gründet auf den bedeutenden Herausforderungen, mit denen die Alpenregionen konfrontiert sind, und wird durch diverse parlamentarische Vorstösse gestützt, die vom Bund verlangen, dass er sich verstärkt für die Bergregionen einsetzt. Dazu zählen etwa das Postulat 15.3228 Brand über die Entwicklungsperspektiven des Alpenbogens und die Interpellation 17.4248 Candinas, die die Wirkung der NRP in strukturschwachen Bergdörfern hinterfragt.

Mögliche Förderobjekte für den Kanton Freiburg sind Projekte aus der Studie Voralpen 2030, touristische Infrastrukturprojekte in den Voralpen, touristische Produkte zum Ausgleich von saisonalen Schwankungen in den betroffenen Destinationen, Industrieprojekte in Verbindung mit Holz und Kleinprojekte.

4.4. Anwendungsbereich

Der Antrag des Kantons Freiburg, die drei Gemeinden des unteren Sensebezirks, nämlich Bösingens, Schmitten und Wünnewil-Flamatt, gemäss Artikel 1 Abs. 2 Bst. a VRP in den Wirkungsbereich der NRP für den Zeitraum 2020–2023 aufzunehmen, wurde vom SECO wie bereits für 2016–2019 genehmigt.

4.5. Projektauswahl¹

Die Bewertung der Projekte erfolgt nach den NRP-Auswahlkriterien, die bereits für die erste Phase der Regionalpolitik galten. Die Projekte müssen folglich insbesondere:

- > die Wertschöpfung auf regionaler Ebene ankurbeln;
- > die Exportfähigkeit einer Region verbessern;
- > zum Erhalt oder zur Schaffung von Arbeitsplätzen beitragen;
- > langfristig ohne Mittel der Regionalpolitik bestehen können;
- > Innovationspotenzial für die Region haben;
- > zur nachhaltigen Entwicklung beitragen;
- > die Vernetzung der Akteure positiv beeinflussen.

Zudem wird der Einfluss der Projekte auf die nachhaltige Entwicklung beurteilt. Für Projekte, die eine der Sektoralpolitiken betreffen, werden ausserdem die zuständigen Dienststellen der Kantonsverwaltung um Stellungnahme gebeten.

4.6. Überwachung und Beurteilung der Projekte

Die Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg ist für die Überwachung der Projekte zuständig, die mit NRP-Beiträgen unterstützt werden.

Die Frage der Projektbeurteilung wurde bereits im Kapitel 3.6.3 behandelt.

In der neuen Umsetzungsphase wird verlangt, dass bei der Ausführung eines Projekts systematisch Indikatoren verwendet werden, die es erlauben, den Einfluss des Projekts auf die Wirtschaft zu messen (wenn dies als realistisch erscheint).

5. Finanzielle Verpflichtung des Staats

5.1. Vergleich 2016–2019/2020–2023

Dank diverser Massnahmen zur Optimierung der Kosten bestimmter Projekte (Fri Up, Innosquare, Cluster) wurde das kantonale NRP-Budget an den effektiven Mittelbedarf für die nächste Umsetzungsperiode angepasst werden. Es berücksichtigt auch den Umstand, dass der Bund weniger Mittel zur Verfügung stellt.

¹ Sind die beantragten Beiträge einschliesslich Bürgschaften höher als 300 000 Franken, entscheidet der Staatsrat über das Gesuch. Liegt der Betrag zwischen

30 000 Franken und 300 000 Franken, entscheidet die Kommission für Wirtschaftsförderungsmassnahmen über das Gesuch.

Abb: Vergleich zwischen dem Budget 2016–2019 und dem Budgetplan 2020–2023

	Kanton		Bund		Total	
	AFP	Darlehen	AFP	Darlehen	AFP	Darlehen
Total 2016–2019	8 230 500	7 000 000	6 104 500	4 600 000	14 335 000	11 600 000
Total 2020–2023	7 386 000	3 600 000	5 696 000	2 000 000	13 082 000	5 600 000
Reduktion	-844 500	-3 400 000	-408 500	-2 600 000	-1 253 000	-6 000 000

Im Vergleich zum Zeitraum 2016–2019 wurde das NRP-Budget 2020–2023 **um 7,25 Millionen Franken gesenkt** (von 25,93 Mio. auf 18,68 Mio. Franken, also -28%). Der Beitrag des Kantons sinkt somit von 15,23 Millionen Franken auf 10,99 Millionen Franken (-4,24 Mio. Franken; -28%) und jener des Bundes von 10,7 Millionen Franken auf 7,7 Millionen Franken (-3,0 Mio. Franken; -28%). Dem ist anzufügen, dass die Mittelreduktion hauptsächlich das erwartete Darlehensvolumen betrifft.

5.2. Übersicht

Gestützt auf die Programmvereinbarung zwischen dem Bund und dem Kanton Freiburg über die Förderung des kantonalen Umsetzungsprogramms zur Regionalpolitik 2020–2023

verpflichtet sich der Bund zu einer finanziellen Beteiligung in der Höhe von 6 000 000 Franken. Von diesem Betrag sind 4 000 000 Franken für A-fonds-perdu-Beiträge (-400 000 Franken gegenüber 2016–2019) und 2 000 000 Franken für rückzahlbare Darlehen (-2 000 000 gegenüber 2016–2019) bestimmt.¹ Der Bund leistet ferner einen Beitrag von 996 000 Franken an die interkantonale Strategie, einen Beitrag von 400 000 Franken an die grenzüberschreitende Strategie und einen Beitrag von 300 000 Franken an das Programm für die Bergregionen (neu). Doch nur der Beitrag an die kantonale Strategie wird dem Kanton Freiburg ausbezahlt. Die Beiträge an die beiden anderen Strategien gehen direkt an die Kantone, die als Vertragspartner des Bundes die Führung für die interkantonale und die grenzüberschreitende Strategie übernehmen.

Abb: Total der Verpflichtungen (A-fonds-perdu-Beiträge und Darlehen) des Bundes und des Kantons 2020–2023

Das Budget des KUP 2020–2023 ist wie folgt aufgeteilt:

Programm	Finanzierung			
	Kanton		Bund	
	AFP	Darlehen	AFP	Darlehen
Kantonales Programm	5 690 000	3 600 000	4 000 000	2 000 000
Programm für die Bergregionen	300 000		300 000	
Grenzüberschreitendes Programm	400 000		400 000	
Interkantonales Programm RIS-SO	996 000		996 000	
Gesamtsumme	7 386 000	3 600 000	5 696 000	2 000 000

5.3. Finanzielle Verpflichtungen für die kantonale Strategie des KUP 2020–2023

Gemäss Artikel 16 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Regionalpolitik sind die Kantone verpflichtet, sich mindestens im gleichen Ausmass finanziell an der Realisierung ihrer Umsetzungsprogramme zu beteiligen wie der Bund. Den Kantonen steht es frei, in Bereichen, die für ihre Wirtschaftsentwicklung von strategischer Bedeutung sind, zusätzliche Mittel bereitzustellen.

Die untenstehende Tabelle bietet eine Übersicht über die Aufteilung der Mittel des Bundes und des Kantons auf die verschiedenen Bereiche der **kantonalen Strategie** des KUP 2020–2023.

¹ Die mit dem Bund vereinbarten Beträge stehen fest und die Unterzeichnung der Programmvereinbarung ist für Januar 2020 vorgesehen. Die Ziele, die mit den Projekten erreicht werden sollen, wurden mit dem Bund in dieser Vereinbarung festgelegt.

Bereich	Aktionsgebiet	A-fonds-perdu	Darlehen
Industrie	Gemeinschaftsprojekte	1 500 000	
	Projekte neue Themen	200 000	
	Projekte im Lebensmittelbereich	400 000	
	Innosquare	313 330	
	Fri Up	1 200 030	
	Swiss Plastics Cluster	225 000	
	Building Innovation Cluster	200 000	
	Cluster Food&Nutrition	300 000	
	Hauptstadtregion Schweiz	35 000	
	Total	4 373 360	
Tourismus	Analyse – Produkte	650 000	
	Darlehen		2 000 000
	Total	650 000	
Unterstützung der Regionen	Innoreg FR	466 640	
	Arbeitszonenverwaltung	200 000	
	Darlehen für regionale Planungsstudien		1 600 000
	Total	666 640	
Programm für die Bergregionen	Programm für die Bergregionen	300 000	
Total		5 990 000	3 600 000

5.4. Finanzierung der Verpflichtungen des Kantons für das KUP 2020–2023

Gemäss Artikel 16 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Regionalpolitik sind die Kantone verpflichtet, sich mindestens im gleichen Ausmass finanziell an der Realisierung ihrer Umsetzungsprogramme zu beteiligen wie der Bund. Den Kantonen steht es frei, in Bereichen, die für ihre Wirtschaftsentwicklung von strategischer Bedeutung sind, zusätzliche Mittel bereitzustellen. Der Kanton Freiburg nutzt diese Möglichkeit und sieht vor, 30% mehr Mittel als der nach Bundesrecht verlangte Mindestanteil einzusetzen.

Die gesamten Verpflichtungen des Kantons für die Umsetzung des KUP 2020–2023 belaufen sich auf 10 986 000 Franken, das heisst:

- > 7 386 000 Franken für A-fonds-perdu-Beiträge und
- > 3 600 000 Franken für Darlehen.

Es ist vorgesehen, diese Verpflichtungen wie folgt zu finanzieren:

- > über die Gewährung eines neuen Verpflichtungskredits von 5 586 000 Franken zur Deckung eines Teils der benötigten Mittel für die A-fonds-perdu-Beiträge;
- > über die Entnahme von 1 800 000 Franken aus dem Wirtschaftsförderungs-Fonds zur Deckung des restlichen Mittelbedarfs für A-fonds-perdu-Beiträge;

- > über die verfügbaren Mittel des Wirtschaftsförderungs-Fonds zur Deckung des Mittelbedarfs für neue Darlehen.

6. Schluss

Über das vorliegende Dekret muss gestützt auf das Bundesgesetz über Regionalpolitik und die kantonale Gesetzgebung ein ausreichender Betrag für die Umsetzung der NRP für den Zeitraum 2020–2023 bereitgestellt werden.

Die Finanzierung der A-fonds-perdu-Beiträge erfolgt über:

- > einen Verpflichtungskredit von 5 586 000 Franken für 4 Jahre;
- > eine Entnahme von 1 800 000 Franken aus dem Wirtschaftsförderungs-Fonds.

Die Finanzierung der Darlehen wird über die verfügbaren Mittel des Wirtschaftsförderungs-Fonds gewährleistet.

Da es sich um eine wiederkehrende Bruttoausgabe handelt, die über der gesetzlichen Grenze von 940 414 Franken gemäss der Staatsrechnung 2018 liegt, muss die Vorlage gestützt auf Artikel 140 und 141 Abs. 2 Bst. a des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates genehmigt werden.

Angesichts der Höhe des vorgesehenen Kredits unterliegt das Dekret dem fakultativen Finanzreferendum.

Der vorliegende Entwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden und ist europaverträglich.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Projet du 14.01.2020

Entwurf vom 14.01.2020

Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la nouvelle politique régionale pour la période 2020–2023

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 25a al. 3 de la loi du 3 octobre 1996 sur la promotion économique (LPEc);

Vu la convention-programme du ... entre la Confédération suisse et l'Etat de Fribourg;

Vu le message 2018-DEE-47 du Conseil d'Etat du 14 janvier 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Le programme d'allocation des contributions financières en faveur de la politique d'innovation régionale s'élève à 10 986 000 francs pour la période 2020–2023.

Dekret über einen Verpflichtungskredit für die neue Regionalpolitik für die Jahre 2020–2023

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 25a Abs. 3 des Gesetzes vom 3. Oktober 1996 über die Wirtschaftsförderung (WFG);

gestützt auf die Programmvereinbarung vom ... zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Kanton Freiburg;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DEE-47 des Staatsrats vom 14. Januar 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die finanziellen Beiträge, die für den Zeitraum 2020–2023 zugunsten der Regionalpolitik bereitgestellt werden, belaufen sich auf 10 986 000 Franken.

² Un crédit d'engagement de 5 586 000 francs est octroyé pour la période 2020–2023 en vue du financement des contributions financières prévues par l'article 25a LPEc.

³ Le solde de 5 400 000 francs est financé par les disponibilités du Fonds cantonal institué par la loi sur la promotion économique.

⁴ Sur la totalité des contributions financières prévues, 3 600 000 francs au moins sont affectés à l'octroi de prêts remboursables.

Art. 2

¹ Les contributions financières sont accordées selon les conditions prescrites par la loi sur la promotion économique.

² Elles sont portées aux budgets des années 2020 à 2023 de la Promotion économique.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat peut prolonger d'une année la période d'utilisation du crédit d'engagement.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

² Zur Finanzierung der finanziellen Beiträge nach Artikel 25a WFG wird für die Jahre 2020–2023 ein Verpflichtungskredit von 5 586 000 Franken gewährt.

³ Der Restbetrag von 5 400 000 Franken wird über den kantonalen Wirtschaftsförderungs-Fonds finanziert.

⁴ Von den gesamten finanziellen Beiträgen werden mindestens 3 600 000 Franken für die Gewährung rückzahlbarer Darlehen eingesetzt.

Art. 2

¹ Die finanziellen Beiträge werden gemäss den Bedingungen im Gesetz über die Wirtschaftsförderung gewährt.

² Sie werden in die Voranschläge der Jahre 2020 bis 2023 der Wirtschaftsförderung aufgenommen.

Art. 3

¹ Der Staatsrat kann die Frist für die Nutzung des Verpflichtungskredits um ein Jahr verlängern.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.